

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie **Eco**

Mercredi 5 novembre 2025 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°758 ■

INDUSTRIE
PHARMACEUTIQUE

**82 % des besoins en
médicaments couverts
localement**

P 2

PLUSIEURS PROJETS STRUCTURELS PRÉVUS EN 2026

760 milliards DA alloués à l'Agriculture

Dans le cadre du projet de loi de finances (PLF) 2026, l'Algérie renforce son engagement en faveur du développement agricole et halieutique, en mobilisant des moyens financiers considérables pour soutenir la production nationale, moderniser les infrastructures et atteindre l'objectif stratégique de sécurité alimentaire. P 3

SOMMET MONDIAL
SUR LE DÉVELOPPEMENT
SOCIAL

**Tebboune réaffirme
l'engagement de
l'Algérie**



À l'occasion de la Deuxième édition du Sommet Mondial sur le Développement Social, qui se déroule à Doha du 4 au 6 novembre, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a réaffirmé les engagements de l'Algérie envers un développement inclusif et durable, en mettant l'accent sur les politiques de justice sociale et de solidarité internationale.

P 16

CONTRIBUTION
LES VERTUS DE LA
PLANIFICATION

**Un ilot de réponses
au milieu d'un
océan
d'interrogations**

La présente réflexion interroge à la fois sur l'utilité de disposer d'un outil 'encombrant' dénommé Plan en même temps que sur l'impasse dans laquelle peut se débattre une économie livrée aux seuls impératifs du seul marché. Cette idée, en apparence ancienne, est revisitée et remise à l'ordre du jour à la faveur d'enjeux apparus récemment.

Par Rachid MEKSEN

P 5



CONTREFAÇON

**Plus de 385.000 articles saisis
par les Douanes à fin
septembre P 2**

FORUM AFRICAIN
DES ADMINISTRATIONS FISCALES
**Pour une fiscalité africaine
plus juste, intégrée
et souveraine P 3**

PÉNÉTRANTE AUTOROUTIÈRE
DE TIZI-OUZOU

**Mise en service d'un
tronçon de 5 Km P 16**

TASSILI N'AJJER (DJANET)
**Plus de 24 000
touristes enregistrés
depuis le début de
l'année**

Par R E.

Plus de 24.000 touristes ont visité la wilaya de Djanet depuis le début de l'année en cours, pour découvrir et apprécier la beauté des sites naturels et archéologiques du Tassili N'Ajjer, a-t-on appris mardi auprès de la direction de wilaya du secteur du tourisme. La wilaya a accueilli pas moins de 24.183 touristes, dont 9.138 étrangers d'une cinquantaine de nationalités, et 15.045 nationaux, a précisé le directeur de wilaya du Tourisme, de l'artisanat traditionnel et des métiers, Lamine Hammadi. Ces touristes ont bénéficié de circuits touristiques aux fabuleux sites touristiques du Tassili (Issendilène, Iherir, Erg Admer, Tikoubaouine, Sefar, Tadrart rouge et autres) pour admirer la région et découvrir le legs culturel de ses habitants. Les visiteurs ont ainsi eu l'occasion de découvrir, en plus de la diversité des atouts touristiques de la région, le patrimoine local, conférant à leur voyage un séjour à caractère culturel unique dans cette région où se mêlent la beauté des sites, les formations rupestres singulières, les dunes de sable doré, en plus de la nature saharienne envoûtante très prisée par les amoureux d'aventures et de photographies. Selon M.Hammadi, ces flux touristiques confirment l'intérêt porté à la destination du Tassili et contribuent au renforcement de l'activité économique locale, à travers notamment l'encouragement de l'artisanat traditionnel et les prestations des agences de tourisme et des établissements hôteliers, et au développement durable de la région.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

82 % des besoins en médicaments couverts localement

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouassim Koudri, a mis en avant les progrès notables enregistrés par l'industrie nationale au cours des dernières années. «Ce développement s'inscrit dans le cadre du programme du président de la République visant à renforcer la production nationale, réduire la facture d'importation et asseoir une véritable sécurité sanitaire», a-t-il déclaré devant la Commission des affaires économiques, du développement, de l'industrie, du commerce et de la planification de l'Assemblée populaire nationale (APN).

Par Selma R.

Il a en effet souligné que la stratégie nationale s'articule autour de trois axes : la consolidation de la production nationale, la couverture intégrale des besoins essentiels et le développement de l'exportation. Avec ce plan d'action ambitieux, l'Algérie vise notamment à garantir la souveraineté pharmaceutique, à créer des emplois qualifiés dans les industries du médicament et à renforcer la présence du « Made in Algeria » sur les marchés africains. Indiquant que le secteur pharmaceutique est en pleine expansion, le ministre a dressé un bilan détaillé du secteur, affirmant que l'Algérie compte aujourd'hui 233 établissements pharmaceutiques, dont 138 spécialisés dans la fabrication de médicaments, assurant 82 % des besoins nationaux. Selon le ministre, 103 nouveaux projets d'investissement sont en cours de réalisation, répartis entre 72 projets dédiés à la

production de médicaments et 31 aux dispositifs médicaux. L'impact de cette dynamique se traduit déjà dans les chiffres : la valeur des importations de médicaments est passée de 1,25 milliard de dollars en 2022 à 515 millions de dollars en 2024, une tendance à la baisse qui devrait se poursuivre en 2025 grâce aux politiques de soutien à la production locale, précise le ministre. Le marché hospitalier, quant à lui, affiche une part de 24 % de médicaments produits localement, soit 256 sur 1 079 références destinées aux établissements de santé. Concernant la prise en charge des cancers, M. Koudri a annoncé le lancement effectif de 15 projets d'investissement pour la fabrication de médicaments anticancéreux, dont plusieurs sont déjà opérationnels, produisant en Algérie des traitements intégralement élaborés localement. « L'Algérie fabrique aujourd'hui, sur son territoire, des médicaments anticancéreux de manière intégrale, du développement à la production

finale », a-t-il souligné, saluant les progrès technologiques réalisés par les industriels locaux. Le ministre a par ailleurs révélé que l'Algérie abritera, du 27 au 29 novembre 2025, la Conférence ministérielle africaine sur la production locale et les technologies de la santé, organisée sous l'égide de l'OMS et de l'Union africaine. L'événement sera couronné par la « Déclaration d'Alger », qui mettra en valeur les capacités nationales et le rôle de l'Algérie en tant que pôle pharmaceutique émergent sur le continent. À l'issue de la séance, les députés ont salué la présentation du ministre et soulevé plusieurs préoccupations relatives à la recherche pharmaceutique, à la compétitivité du produit national, à la production locale des matières premières et à l'emploi des pharmaciens. Autant de défis que le ministère entend relever dans le cadre d'une vision à long terme fondée sur l'innovation, la qualité et la souveraineté sanitaire.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Promotion du Centre universitaire Morsli Abdallah au rang d'Université

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a présidé, mardi à Tipasa, la cérémonie de promotion du Centre universitaire Morsli Abdallah au rang d'Université, en présence des autorités de la wilaya et de la communauté universitaire. En vertu du décret

exécutif n 25-267 du 15 Rabie El-Thani 1447 correspondant au 7 octobre 2025, portant création de l'Université de Tipasa, le ministre, accompagné des autorités locales, a supervisé la cérémonie de promotion du Centre universitaire au statut d'"Université de Tipasa", suite à la mise en œuvre d'un en-

semble de critères structurels, pédagogiques et scientifiques exigés pour ce faire. Ce décret exécutif stipule la création d'un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, dénommé Université de Tipasa. Cette

université compte six (6) facultés, soit la Faculté des sciences, la Faculté des sciences de la nature et de la vie, celle des lettres et des langues, la Faculté de droit, la Faculté des sciences sociales et humaines ainsi que la Faculté des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion.

CONTREFAÇON

Plus de 385.000 articles saisis par les Douanes à fin septembre

Par R E.

Les services des Douanes algériennes ont saisi 387.026 articles contrefaits au cours des neuf premiers mois de l'année 2025, a indiqué mardi à Alger la cheffe du bureau de lutte contre la contrefaçon à la Direction générale des Douanes (DGD), Celia Hakimi. Intervenant lors d'un séminaire international consacré à la lutte contre la contrefaçon, Mme Hakimi a précisé que les produits saisis étaient constitués principalement de logos (36,1 %), de dentifrices (33,4 %), de vêtements (20,1 %) et de chaussures de sport (6,1 %). La majorité de ces articles proviennent de Chine et de Turquie, a-t-elle ajouté. En comparaison, les Douanes n'avaient enregistré en 2024 que 83.648 produits saisis pour suspi-

cion de contrefaçon, essentiellement des tiges de chaussures de sport (66 %), des tenues pour enfants (13 %) et des pièces de rechange (13 %), provenant également de Chine et de Turquie. Ces opérations ont été menées à la fois sur demande des titulaires de droits et marques et à l'initiative des services douaniers. Durant les trois premiers trimestres 2025, 29 demandes d'intervention ont été enregistrées, donnant lieu à 28 alertes, selon la responsable. Depuis la mise en place du système spécifique de saisie des produits contrefaits en 2007, près de 15 millions d'articles ont été interceptés, a rappelé Mme Hakimi, précisant que 778 demandes d'intervention avaient été déposées à ce jour, entraînant 584 alertes. Elle a souligné le rôle central des Douanes dans la lutte contre la contrefaçon aux fron-

tières, sur la base d'un cadre juridique précis reposant sur des modalités d'intervention rigoureuses. Les marchandises contrefaites portant atteinte aux droits de propriété intellectuelle sont interdites à l'importation comme à l'exportation, conformément aux dispositions du Code des Douanes et de l'arrêté ministériel du 15 juillet 2002, qui encadre les procédures et délais de rétention des marchandises. Mme Hakimi a également insisté sur la nécessité de renforcer la coopération et l'échange d'informations entre institutions, ainsi que sur l'importance de la sensibilisation et de l'amélioration du cadre juridique. De son côté, Toufik Bouzina, chargé des litiges à l'Institut national algérien de la propriété industrielle (INAPI), a présenté les statistiques relatives aux contentieux civils liés à la

contrefaçon de marques, dessins et modèles, brevets et concurrence déloyale. En 2024, l'INAPI a enregistré 78 litiges, contre 59 en 2023. Concernant les demandes d'information reçues en 2024, l'Institut a traité 233 requêtes émanant principalement de la Direction générale de la Sûreté nationale (158), de la Gendarmerie nationale (132), des Douanes (48) et de directions du commerce (2), en légère baisse par rapport à 2023 (247 demandes). M. Bouzina a par ailleurs évoqué les défis posés par l'ère numérique et l'intelligence artificielle, notant que ces technologies facilitent la prolifération des contrefaçons en ligne et compliquent la traçabilité des infractions au-delà des frontières numériques. Il a souligné qu'un flou juridique persiste quant aux responsabilités liées aux créations générées par l'IA.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

PLUSIEURS PROJETS STRUCTURELS PRÉVUS EN 2026

760 milliards DA alloués à l’Agriculture

Dans le cadre du projet de loi de finances (PLF) 2026, l’Algérie renforce son engagement en faveur du développement agricole et halieutique, en mobilisant des moyens financiers considérables pour soutenir la production nationale, moderniser les infrastructures et atteindre l’objectif stratégique de sécurité alimentaire.

Par Sirine R.

Présentant, avant-hier à Alger, les grandes lignes du budget sectoriel devant la Commission des finances et du budget de l’Assemblée populaire nationale (APN), le ministre de l’Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a indiqué que l’année 2026 sera marquée par la poursuite de la mise en œuvre d’une vision prospective, centrée sur la consolidation des cultures stratégiques, le renforcement des capacités de stockage et le développement de la pêche et de l’aquaculture. Le portefeuille global du secteur s’élève à 764,26 milliards de dinars en autorisations d’engagement, répartis à hauteur de 90 % pour l’agriculture et le développement rural, 6 % pour les forêts, 0,75 % pour la pêche et l’aquaculture, et 3 % pour l’administration générale. Les crédits de paiement, quant à eux, atteignent 886,45 milliards de dinars, destinés essentiellement aux grands projets d’investissement structurants. Une enveloppe de 92,09 milliards de dinars est consacrée au soutien direct à l’agriculture, englobant le financement de l’investissement agricole, la protection phytosanitaire et zoosanitaire, ainsi que l’aide aux éleveurs et aux petits producteurs. Par ailleurs, 23,29 milliards de dinars seront affectés à la prise en

charge des créances de Sonelgaz, liées au raccordement des exploitations agricoles à l’électricité, une mesure inscrite dans le programme du président de la République. Dans la même optique, l’État poursuivra son appui aux offices interprofessionnels du lait (ONIL) et des céréales (OAIC), qui bénéficieront d’une dotation globale de 427,7 milliards de dinars, soit près de 79 % du total des transferts, réparti comme suit: 331,249 milliards de dinars au profit de l’OAIC, et 96,179 milliards de dinars au profit de l’ONIL, et ce en vue de «soutenir le pouvoir d’achat des citoyens». Le programme d’investissement 2026 prévoit, par ailleurs, la construction et l’équipement de cinq silos à grains d’une capacité totale de 5 millions de quintaux, pour un montant de 47,5 milliards de dinars, ainsi que dix centres de stockage de poudre de lait au profit de l’ONIL, pour 12 milliards de dinars. En parallèle, le ministère prévoit la régularisation des projets en cours, notamment 30 silos et 350 centres intermédiaires de stockage répartis sur 52 wilayas. Le ministre a fait savoir dans sa présentation que son département prévoit des projets de raccordement des grands périmètres agricoles du Sud, tels que Baladna, BF et Cevital, aux réseaux d’électricité et de gaz, avec une enveloppe globale de 40 milliards de dinars en autorisations d’engagement. À cela

s’ajoute le raccordement de 14 wilayas agricoles stratégiques, estimé à 23 milliards de dinars, ainsi que l’aménagement de pistes agricoles pour un montant de 10 milliards de dinars. S’agissant des forêts, une enveloppe de 12 milliards de dinars en autorisations d’engagement et de 6,680 milliards de dinars en crédits de paiement a été allouée à l’opération de réhabilitation, d’extension et de développement du barrage vert, au profit de 13 wilayas, confirmant la place de ce projet écologique dans la stratégie nationale de lutte contre la désertification. En matière de pêche et d’aquaculture, 400 millions de dinars sont prévus pour le recensement général du secteur, accompagné d’un programme de numérisation et de l’acquisition de simulateurs de formation destinés aux écoles spécialisées. En conclusion, le ministre Yacine El-Mahdi Oualid a insisté sur le fait que ces programmes traduisent une stratégie nationale claire et cohérente, élaborée avec la participation de toutes les compétences du secteur. « Le secteur avance à pas sûrs vers la concrétisation de la sécurité alimentaire du pays », a-t-il affirmé, soulignant que la mobilisation de plus de 760 milliards de dinars pour 2026 confirme la volonté des hautes autorités de faire de l’agriculture un pilier de la croissance et de la diversification économique.

ÉLECTRICITÉ, GAZ, RENOUEVABLES

Des projets structurants prévus en 2026

Par M.A.

L’Algérie trace les contours d’un nouveau modèle énergétique national fondé sur la complémentarité entre électricité, gaz et énergies renouvelables. Cette stratégie ambitieuse s’incarne dans une série de projets structurants à l’horizon 2026, soutenus par d’importants investissements publics et une volonté affirmée de souveraineté énergétique. À l’horizon 2026, plusieurs grands projets électriques viendront consolider la trajectoire du pays, notamment la centrale de Hassi R’mel (1 068 MW), celles de Té-bessa et d’Adrar (1 200 MW chacune), ainsi que de nouvelles stations GPL à In Guezzam et Bordj Badji Mokhtar. Ces réalisations garantiront la couverture gazière de l’ensemble des 58 wilayas, marquant un jalon historique. Selon Khalil Hedna, directeur de l’information et de la communication au ministère de l’Énergie et des Énergies renouvelables, « l’Algérie n’est pas seulement dans une phase d’expansion, elle construit un modèle intégré qui associe sécurité d’approvisionnement, durabilité et coopération régionale », a-t-il déclaré à la « Chaîne I » de la radio nationale. Les chiffres actuels illustrent déjà cette performance : la capacité nationale de production culmine à 27 000 MW, permettant de répondre à une demande record (avec un pic estival de 20 668 MW enregistré l’été dernier). L’électricité atteint 99 % du territoire (plus de 12,5 millions d’abonnés) et le gaz naturel couvre 72 % du pays. Pour M. Hedna, « cette performance positionne l’Algérie parmi les leaders régionaux de l’accès à l’énergie ». Les investissements de Sonelgaz, estimés à 104 milliards de dinars en 2025, visent à renforcer et moderniser le réseau électrique national. Cette expansion énergétique est pensée pour être inclusive et soutenir d’autres secteurs stratégiques. Dans le monde agricole, un programme de raccordement exceptionnel a permis d’alimenter 100 432 exploitations, dépassant l’objectif initial de 95 000. Un dispositif novateur a été mis en place pour dispenser les agriculteurs du paiement préalable des travaux. « Ce programme illustre notre engagement à faire de l’énergie un levier de développement agricole durable », a souligné l’intervenant. Pour l’industrie, une nouvelle logique a été adoptée : faire précéder l’énergie à l’investissement. Ainsi, 43 zones industrielles sont déjà raccordées à l’électricité et 29 au gaz, tandis que 100 zones d’activités bénéficient de l’électricité et 71 du gaz. Cette approche vise à accélérer l’implantation des investisseurs. Par ailleurs, 5 stations de dessalement sont déjà alimentées en énergie et 3 autres sont en cours de raccordement (pour un coût de 14 milliards de dinars), assurant une dynamique essentielle pour l’eau. L’un des axes les plus prometteurs est celui des énergies renouvelables. L’objectif fixé est clair : atteindre 15 000 MW de capacité d’ici 2035, qualifié par M. Hedna de « projet du siècle ». La phase initiale est déjà lancée avec 3 200 MW en construction, dont 2 000 MW à Tindla (El-M’Ghair) et 1 200 MW à Biskra (Grous), avec une entrée en production prévue entre fin 2025 et début 2026. Actuellement, le pays dispose déjà de 21 centrales solaires (460 MW) et d’une centrale éolienne.

FORUM AFRICAIN DES ADMINISTRATIONS FISCALES

Pour une fiscalité africaine plus juste, intégrée et souveraine

Par Adem A.

Le coup d’envoi des réunions annuelles du Forum africain des administrations fiscales (ATAF) a été donné, hier mardi, au Centre international des conférences Abdelatif Rahhal d’Alger. Cet événement majeur a réuni des délégations issues de 44 pays africains, des représentants d’organisations régionales et internationales, ainsi que plusieurs ministres et experts du continent. Placée sous le thème : « Adopter des approches efficaces et ciblées pour des systèmes fiscaux équitables », cette édition ambitionne de tracer une nouvelle voie pour une fiscalité africaine plus juste, intégrée et souveraine. Dès l’ouverture, le ministre algérien des Finances, Abdelkrim Bouzerd, a souligné l’importance stratégique de ce rendez-vous continental : « Le forum constitue un espace unique pour renforcer la coopération intra-africaine, partager nos expériences et coordonner nos politiques publiques afin de bâtir des

systèmes fiscaux performants et transparents », a-t-il déclaré. Il a appelé les pays du continent à mutualiser leurs efforts pour combattre la fraude et l’évasion fiscales, renforcer la mobilisation des ressources intérieures et financer les ambitions de développement durable du continent.

Pour Djamel Hanniche, directeur général des Impôts et hôte de cette édition, la tenue du forum à Alger illustre « le rôle actif de l’Algérie dans la construction d’une gouvernance fiscale africaine plus équitable ». Il a rappelé que l’adhésion de l’Algérie à l’ATAF en 2024 avait marqué « le début d’une dynamique ambitieuse de modernisation de l’administration fiscale et de numérisation des procédures ». Selon lui, « l’Afrique dispose de ressources naturelles considérables et d’un capital humain qualifié ; il nous appartient désormais de transformer ce potentiel en leviers concrets de croissance ». La séance plénière d’ouverture a mis en lumière les grands défis fiscaux

du moment, notamment la fiscalité numérique, la lutte contre les flux financiers illicites, la taxation des multinationales et la contribution des systèmes fiscaux à la transition verte. Pour sa part, le président du Conseil de l’ATAF et commissaire du South African Revenue Service, Edward Kieswetter, a insisté sur le rôle transformateur de la fiscalité : « L’efficacité d’une administration fiscale ne se mesure pas seulement en recettes collectées, mais dans sa capacité à transformer la vie des citoyens africains. Notre mission commune est de bâtir des systèmes équitables qui garantissent la dignité et la prospérité de tous », a-t-il déclaré. Les débats, qui réuniront plus de 350 participants sur trois jours, porteront également sur la mobilisation des ressources domestiques, la parité de genre dans les politiques fiscales et la gouvernance mondiale des impôts. L’objectif est d’articuler les réformes africaines aux négociations internationales en cours, afin que le continent ne soit plus simple

destinataire de normes, mais acteur à part entière de la nouvelle architecture fiscale mondiale. Dans ce contexte, la secrétaire exécutive de l’ATAF, Mary Baine, a plaidé pour une accélération de la transition numérique des administrations fiscales africaines, estimant que « la digitalisation pourrait accroître les recettes de trois points de PIB en moyenne ». Elle a souligné que la part des recettes fiscales dans le PIB africain reste faible, autour de 15 %, contre plus de 20 % dans les économies avancées. « Il est temps de passer du discours à l’action. L’Afrique doit se doter de systèmes fiscaux efficaces, équitables et transparents, fondés sur la confiance plutôt que sur la crainte », a-t-elle insisté, rappelant que le forum avait lancé l’initiative “Revenues for Development in Africa”, visant à mobiliser 10 milliards de dollars supplémentaires d’ici 2030 grâce à l’amélioration de la collecte et à la lutte contre les flux illicites.

TRAVAUX PUBLICS

Le ministre inaugure
des installations et
inspecte des projets
à Bejaia

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, M. Abdelkader Djellaoui, a supervisé lundi la mise en service d'installations et inspecté plusieurs projets lors d'une visite de travail qui l'a conduit dans plusieurs communes de la wilaya de Bejaia. Accompagné des autorités locales, M. Djellaoui a supervisé la mise en service de deux ouvrages d'art "importants" dans la commune de Tas-kriout (est de Bejaia): un pont de 350 mètres au lieu-dit la Source Bleue et un autre pont de 600 mètres conçu pour contourner la zone de Bordj Mira. Ces ouvrages d'art, parmi les installations les plus importantes, contribuent à "améliorer la fluidité du trafic et à réduire la durée des déplacements sur la Route nationale N9", considérée comme l'axe "vital" qui relie Bejaia aux autres wilayas de l'est du pays, selon les explications fournies par les responsables du projet. Le ministre a également procédé à l'inauguration "partielle" du projet d'aménagement des gorges de Kherrata sur la Route nationale N9, un projet "stratégique visant à améliorer la sécurité routière et à faciliter la circulation et les déplacements". Dans ce contexte, M. Djellaoui a souligné "la nécessité de respecter les normes de sécurité avant la livraison complète du projet", tout en insistant sur l'importance de terminer les travaux conformément aux "normes techniques approuvées et au rythme requis". Il s'est également enquis de l'avancement des travaux du projet de réhabilitation des tunnels de Kherrata, qui prévoit leur modernisation afin de les mettre en conformité avec les normes techniques et de sécurité internationales. Des matériaux spéciaux ont été utilisés pour les protéger des infiltrations d'eau de pluie et ils sont désormais équipés de systèmes d'éclairage et de ventilation modernes, garantissant ainsi la fluidité de la circulation et la sécurité des usagers. Au cours de sa visite, le ministre a également inspecté les travaux de réalisation du dernier tronçon du projet de la pénétrante reliant le port de Bejaia à l'autoroute est-ouest, qui permettra de renforcer la connexion entre les différents axes du réseau routier et d'"améliorer la circulation commerciale et économique". Il a souligné la nécessité de livrer le tronçon de 5 kilomètres entre Amizour et Oued Ghir avant la fin de l'année, ce que l'entreprise chargée des travaux s'est engagée à faire. Il a également inspecté le projet de dédoublement de la voie ferrée Bejaia-Béni Mansour, sur une distance de 87 km, et a insisté sur la nécessité de prendre "les mesures nécessaires pour accélérer le rythme des travaux et respecter les engagements contractuels ainsi que les délais fixés".

LA SECRÉTAIRE D'ÉTAT CHARGÉE DES MINES REÇOIT
L'AMBASSADRICE DE L'INDE

Les opportunités de partenariat
dans le secteur minier examinées

La secrétaire d'Etat auprès du ministre des Hydrocarbures et des Mines, chargée des Mines, Mme Karima Bakir Tafer, a reçu, lundi à Alger, l'ambassadrice de la République de l'Inde en Algérie, Mme Swati Vijay Kulkarni, avec laquelle elle a examiné les moyens de renforcer la coopération bilatérale, et les opportunités de partenariat et d'investissement dans le secteur minier, indique un communiqué du ministère. A cette occasion, les deux parties ont évoqué "les perspectives de coopération dans les domaines de l'exploitation du phosphate et du potasse, ainsi que les technologies modernes de transformation des engrais, notamment la technologie du +nano-urée+, une innovation indienne pionnière dans le domaine de l'agriculture durable et de la rationalisation de l'utilisation des ressources". La rencontre a également été l'occasion pour les deux parties de passer en revue "l'état et les perspectives de la coopération bilatérale", relevant "l'importance de développer des projets conjoints dans les domaines de l'exploration, de l'extraction, de la transformation métallique, et de la formation technique, au service des



intérêts communs des deux pays", ajoute la même source. A ce titre, Mme Bakir a mis en exergue la volonté de l'Algérie d'élargir les domaines de coopération avec l'Inde dans le secteur minier, notamment dans les filières à forte valeur ajoutée, conformément à la stratégie nationale de développement des ressources minérales et de promotion de la production locale, notamment celle du minerai de fer, selon le communiqué. Pour sa

part, l'ambassadrice de l'Inde a exprimé "la disposition des entreprises indiennes à investir en Algérie, à la faveur des nouvelles lois sur les hydrocarbures, les mines et l'investissement". Au terme de la rencontre, les deux parties sont convenues de poursuivre la coordination et d'intensifier les échanges techniques et les visites, en prélude à la réalisation de projets de coopération concrets durant la prochaine étape.

HYDRAULIQUE

Le ministre insiste sur le parachèvement
de la numérisation du secteur

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a insisté, lundi soir à Jijel, sur l'importance de finaliser le processus de numérisation du secteur pour garantir une gestion plus efficace des ressources en eau. Le ministre a souligné, à l'issue d'un exposé sur la mise en œuvre du système d'information géographique (SIG) dans la gestion du réseau de distribution de l'eau potable, présenté dans la salle opérationnelle de la station de traitement et de pompage de l'Algérienne des eaux (ADE) en marge d'une visite d'inspection et de travail de deux jours dans cette wilaya, que

l'achèvement du processus de numérisation du secteur "garantira une gestion plus efficace des ressources en eau". M. Derbal a ajouté que la numérisation et le contrôle à distance des différentes installations et réseaux du secteur "permettront d'améliorer la performance en matière de fourniture d'un service public de qualité, tout en éliminant tout relâchement ou négligence humaines et en gagnant du temps dans les différentes interventions et la prise des mesures nécessaires", assurant que la numérisation est "l'une des principales priorités du secteur".

Dans ce même contexte, le ministre a appelé les responsables des entreprises et des structures relevant de son secteur à "valoriser la ressource humaine pour garantir une gestion optimale du service public". Le ministre de l'Hydraulique avait auparavant donné, à son arrivée au salon d'honneur de l'aéroport Ferhat-Abbas, son accord en vue de l'allocation d'une enveloppe financière de 2 milliards de dinars pour raccorder les zones de Laraba et d'Aziair, dans la commune d'El-Ancer, au réseau d'alimentation en eau potable, les deux lieux-dits en question n'étant pas encore raccordés au réseau.

PROGRAMME DE LOGEMENT "AADL3"

Le versement de la première tranche se fera avant fin décembre

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire, M. Mohamed Tarek Belaribi, a annoncé, lundi à Alger, que le versement de la première tranche du prix des logements inscrits au titre

du 3e programme de location-vente (AADL 3) se fera avant la fin du mois de décembre prochain. Lors d'une séance d'audition devant la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), dans le ca-

dre de l'examen des dispositions du projet de loi de finances 2026 (PLF 2026), le ministre a précisé que "le paiement de la première tranche pour les souscripteurs du programme AADL 3 se fera avant la fin du mois de décembre", ajou-

tant que "les réponses relatives aux recours seront communiquées avant la fin novembre". M. Belaribi a souligné que cette décision s'inscrit dans le cadre des préparatifs en cours pour la mise en œuvre du programme AADL 3.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	450,00	NC	0,00	0,00	5,60	7,94	7,78	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 410,00	1410,00	0,00	-0,16	-0,34	9,07	5,52	4429	6 244 890,00
BIOPHARM	BIO	2 460,00	NC	0,00	0,34	2,22	6,54	6,50	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 260,00	2265,00	0,22	6,09	0,36	10,80	5,52	143604	325 263 060,00
EGH El Aurassi	AUR	380,00	NC	0,00	-3,89	-4,93	4,80	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	400,00	NC	0,00	0,58	-0,42	3,78	5,25	0	0,00

LES VERTUS DE LA PLANIFICATION

Un ilot de réponses au milieu d'un océan d'interrogations

La présente réflexion interroge à la fois sur l'utilité de disposer d'un outil 'encombrant' dénommé Plan en même temps que sur l'impasse dans laquelle peut se débattre une économie livrée aux seuls impératifs du seul marché. Cette idée, en apparence ancienne, est revisitée et remise à l'ordre du jour à la faveur d'enjeux apparus récemment.

1^{ère} partie

Par Rachid MEKSEN (*)

Il y a quelques jours à peine, s'achevaient les travaux portant validation ultime du XV^{ème} plan 2026-2030 de la Chine avec un objectif clé « Assurer l'autonomie technologique du pays » tout en veillant à densifier les mesures en faveur de la 'transition écologique', rappelant à nos mémoires que ce second objectif est en train de s'enliser dans les pays qui l'ont pourtant porté pour en faire un mot d'ordre dirigé contre ce puissant pays du Levant.

Cette attention soudaine envers les vertus de la planification à moyen terme et le mot d'ordre d'autonomie technologique est la résultante d'une série de revers pour les uns et un motif d'inquiétude pour les autres : En assistant désespérés à l'effritement de leur potentiel industriel européen engendré par une bureaucratie transnationale, d'une part, et en découvrant une quasi immunité de l'économie chinoise consécutivement aux mesures tarifaires unilatérales décidées par les USA, d'autre part. Contre vents et marées, son économie a fait mieux que résister aux tentatives d'endiguement dans laquelle cherchaient à l'acculer l'alliance occidentale. Désignée depuis une décennie comme étant la cause des malheurs des économies occidentales, la poussant sans effet, tantôt à la réévaluation de sa monnaie, le Yuan, tantôt à l'aligner sur de nouvelles normes techniques, sans omettre les remontrances politiques à géométrie variable, la Chine n'a pas infléchi d'un iota la feuille de route figée dans une succession de plans :

*Phase 1 (1990-2010) : Attirer les investisseurs étrangers en échange de transferts de savoir-faire. Résultat : un saut technologique dans l'électronique, l'automobile.

*Phase 2 (depuis 2015) : Priorité à l'autosuffisance (Made in China 2025) avec des investissements massifs en R&D (2,5% du PIB en 2025).

*Phase 3 (15^e plan 2026-2030) : Autonomie technologique, Suprématie en Intelligence Artificielle/quantique et Accélération de la transition verte. Pour les algériens, le terme de planification n'est pas en soi si éloigné de leur jeune histoire économique, les plans quadriennaux se suivaient pour amorcer et consolider les voies vers le développement multiforme. L'extinction de ce mode de gouvernance à moyen terme a laissé place à des formes de pilotage plus débridées avec des fortunes diverses même si, reconnaissons le, le



poids de la bureaucratie et les errements observés durant ces périodes, ont vite eu raison de son efficacité. Une économie centralisée, des sociétés publiques couvrant toute une branche industrielle, un secteur privé embryonnaire et à peine toléré, une absence de concurrence si ce n'est son bannissement tout court, enfin des prix décidés en fonction de besoins sociaux à couvrir sans tenir compte des impératifs de rentabilité. Tous les ingrédients réunis pour s'éloigner à terme d'un hypothétique sentier vers le développement.

Plus près de notre époque, un essai de résurgence d'une nouvelle forme de planification, épousant les impératifs de la transition économique et écologique, sous le vocable de 'Prospective', a enfin émergé en suscitant espoir pour faire reculer les faiblesses de notre économie et contenir les menaces qui la guettent au regard des fluctuations du marché des hydrocarbures. Cette opportunité a été aussitôt abandonnée sans avoir produit ses effets alors qu'elle aurait assurée, une fois partagée et validée, un meilleur contrôle de ressources rares et suggéré un cheminement vers une croissance plus durable et inclusive. Dans sa déclinaison moderne et débarrassée de ses dogmes séculaires, la prospective éclaire et balise les voies à emprunter et agence les moyens pour en faire une feuille de route réaliste : aucune transformation de structure ne peut faire l'économie d'une voie de passage et d'un temps alloué pour la réussir. D'autres circonstances ont sans doute du peser pour la faire clouer au pilori, ceci étant une autre histoire dont nous ignorons les tenants.

Nous admettons volontiers que quelque soit le coté vers lequel on penche, aucun questionnement ne doit heurter la réflexion afin de laisser place aux intelligences pour s'affronter et aux obédiences pour s'éclipser.

Les modèles de planification opérés ; un bref survey

*La planification chinoise : Un État stratège, des territoires en compétition La Chine cultive un paradoxe rare: un pilotage centralisé (subventions, objectifs nationaux) couplé à une âpre rivalité entre régions et entreprises pour atteindre ces ambitions. Cette "économie socialiste de marché" hybride, où intérêts publics et privés s'entremêlent, a permis de transformer un pays agricole en géant technologique en trois décennies à peine. L'exemple qui revient à l'esprit reste celui du 12^e plan quinquennal (2011) qui a fait éclore l'industrie des véhicules électriques via un maillage serré d'infrastructures et d'incitations. Aujourd'hui, la Chine contrôle 60% du marché mondial des batteries lithium.

La recette consiste à ce que l'Etat pilote les initiatives et verse des subventions, mais laisse ensuite régions, villes et entreprises se concurrencer pour atteindre ces objectifs.

La méthode chinoise a construit au fil des décennies une réussite économique incontestable. Il y a trente ans, le pays était un simple sous-traitant industriel à bas coût, reposant sur le savoir-faire des usines construites par les Européens, les Japonais et les Américains. Il y avait un prix à payer pour entrer sur le marché chinois : le gouvernement exigeait le transfert des

connaissances techniques, tout particulièrement dans les secteurs où il voulait devenir lui aussi un géant. Objectif atteint. Aujourd'hui, c'est la Chine qui a dix ans d'avance dans l'automobile électrique, et encore plus pour ses composants essentiels, ou dans l'ensemble des énergies propres. Dans le domaine technologique, elle fait jeu quasiment égal avec les Etats-Unis, au contraire de l'Europe : elle arrive à les suivre dans la course à l'intelligence artificielle (IA) et tire son épingle du jeu dans le monde des plateformes numériques et du commerce électronique.

Ce modèle repose sur trois piliers fondamentaux :

- La planification centralisée par le Parti communiste chinois (PCC) via le Comité national du développement et de la réforme (NDRC).
- L'ouverture aux forces du marché introduite progressivement.
- L'orientation stratégique à long terme à travers des plans quinquennaux (actuellement le 14^e plan pour 2021-2025).

Historiquement, le premier plan quinquennal (1953-1957) visait l'industrialisation lourde, inspiré par Staline. Les échecs du Grand Bond en avant (1958-1962) et de la Révolution culturelle (1966-1976) ont révélé les limites d'une planification purement directive. Les réformes de 1978 ont marqué un tournant : introduction des zones économiques spéciales (comme Shenzhen), libéralisation partielle des prix et encouragement des investissements étrangers.

(A suivre)

(*) Economiste, ancien haut fonctionnaire

OCTOBRE ROSE
Plus de 16.000 femmes ont bénéficié du dépistage précoce du cancer du sein à Sétif

Plus de 16.000 femmes ont bénéficié du dépistage précoce du cancer du sein au cours de la manifestation Octobre rose 2025 dans la wilaya de Sétif, a-t-on appris lundi auprès du chef du service de prévention à la direction locale de la santé, Hamza Rouabeh. Dans son intervention au cours de la cérémonie de clôture de cette manifestation de prévention du cancer du sein, organisée au centre anti-cancer (CAC) par cette direction, le même cadre a indiqué que 7.000 examens de mammographie ont été effectués durant la même période. Ces examens précoces a donné lieu à la pratique de 52 interventions chirurgicales et de signaler 72 cas suspects actuellement suivis au niveau du CAC de Sétif, a-t-il ajouté. Cette cérémonie, tenue en présence du directeur local de la santé, Ali Benkemla, de médecins, de paramédicaux et des divers partenaires, a permis de débattre de "la situation de la radiothérapie en Algérie, le cas de Sétif", "le plan national anti-cancer" et "le problème psychologique après l'ablation du sein". Le chef du service d'oncologie au CAC de Sétif, Pr. Adlane Dhib, a salué les politiques sanitaires préventives et thérapeutiques mises en œuvre dans ce domaine en Algérie, relevant que le cancer du sein est le cancer le plus répandu en Algérie et dans le monde et le dépistage demeure le meilleur moyen de prévention. Il a ainsi appelé à intensifier les efforts de sensibilisation, à l'importance de ce dépistage qui "reste bien meilleur que la thérapie et équivaut à sauver une vie".

ADE

Opération de recouvrement de plus d'un milliard de DA de créances à Médéa

L'unité de Médéa de l'Algérienne des eaux (ADE) a entamé, lundi, une opération de recouvrement des créances détenues auprès de ses abonnés, pour un montant de plus d'un milliard de DA, indique un communiqué de cet organisme public.

Les dettes cumulées par les 64 communes de la wilaya s'élèvent à 520 millions de DA, tandis que les administrations, les commerçants et les industriels totalisent pour leur part une créance de 370 millions de DA, et que les dettes contractées par la clientèle domestique sont de l'ordre de 290 millions de DA, est-il précisé. Des équipes de recouvrement ont été mobili-

sées pour cette opération, qui s'étalera sur plusieurs jours et ciblera en priorité les abonnés redevables de grandes sommes d'argent. L'objectif est de les inciter à prendre contact avec les agences commerciales de l'ADE pour leur présenter également les différentes possibilités de paiement (électronique ou par chèque) offertes à cet effet, et ainsi éviter des coupures ou des actions en justice,



note le communiqué. Selon l'ADE, ces créances entravent l'exécution du programme

d'investissement de l'entreprise ainsi que les opérations d'entretien et de rénovation de son réseau de distribution. L'organisme ajoute que le recouvrement de ces créances permettra de couvrir les charges d'exploitation et de fonctionnement, de garantir la continuité du service public et de financer la modernisation des infrastructures de production et de distribution d'eau potable.

KHENCHELA

Plus de 1.400 exploitations agricoles raccordées à l'électricité depuis le début de l'année

Plus de 1.464 exploitations agricoles ont été raccordées au réseau électrique depuis le début de l'année en cours dans la wilaya de Khenchela, a indiqué, lundi, le directeur local de la Société de distribution de l'électricité et du gaz, Abdelkrim Bounoughaz. Le même responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS, qu'au titre d'un programme financé par le ministère de l'Agriculture, du Développement rural

et de la Pêche pour l'année 2025, 1.464 exploitations agricoles situées dans différentes communes de la wilaya ont été raccordées à l'énergie électrique au moyen d'un réseau réalisé sur un linéaire de 629 km, moyennant un investissement public de 2,8 milliards de dinars. Il a ajouté que la direction de la Société de distribution de l'électricité et du gaz de Khenchela a raccordé, depuis le début de l'année 2019 et à ce jour, 5.338 exploitations agricoles sur

une longueur de réseau estimée à 2.440 km financé à hauteur de 7,77 milliards de dinars. M. Bounoughaz a fait savoir que cette importante opération d'électrification a été réalisée dans le cadre du programme complémentaire de développement décidé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au profit de la wilaya de Khenchela, du programme de la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales, du programme spé-

cial de développement des régions des Hauts plateaux et du programme du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche. Il a rappelé que 50 exploitations agricoles de la commune d'Ensigna ont été raccordées, à la fin de la semaine dernière, au réseau électrique de basse et de moyenne tension, sur une distance de 48 km, avec installation et mise en service de 25 transformateurs pour un coût estimé à 286 millions de dinars.

BORDJ BOU ARRERIDJ

Mise en service d'un nouveau système d'approvisionnement en eau potable

Un nouveau système d'approvisionnement en eau potable a été mis en service dans la commune d'El Euch (Sud de Bordj Bou Arreridj), a-t-on appris lundi auprès du directeur local de l'hydraulique. Ce gigantesque système dont le coût a atteint 900 millions DA a été réalisé dans le cadre du programme d'urgence nationale 2024, a précisé à l'APS M. Mourad Benhouria qui a précisé qu'il s'agit du premier système de ce programme mis en service avec une large couverture des villages et agglomérations accusant du déficit en alimentation en eau potable

dont El Fedj, Zelaïdja et Medjez. Ce système se compose de structures vitales garantissant la continuité et la performance de l'approvisionnement en eau, a noté le même responsable faisant état ainsi de la réalisation de quatre stations de pompage équipées de matériel électromécanique moderne, de quatre châteaux d'eau d'une capacité globale de 4.000 m3 et d'un réseau de distribution de 87 km de canalisations de divers diamètres couvrant les zones ciblées. Ce système sera géré par l'Algérienne des eaux (ADE) pour assurer la régularité de la distribution d'eau, a ajouté

le directeur du secteur qui a indiqué qu'un nouveau forage sera mis service "prochainement" dans la même commune pour conforter ce système et en favoriser la pérennité. La wilaya de Bordj Bou Arreridj a bénéficié d'une enveloppe financière importante de 3,24 milliards DA au titre du programme d'urgence lancé par le ministère de l'Hydraulique pour affronter les défis climatiques et consolider la pérennité de l'approvisionnement de l'alimentation en eau potable incluant 15 opérations principales réparties en 150 lots à travers la wilaya, rappelle-t-on.

EL-OUED

Plus de 5.400 exploitations agricoles raccordées au réseau d'électricité depuis 2022

Plus de 5.445 exploitations agricoles dans la wilaya d'El-Oued ont été raccordées au réseau d'électricité depuis 2022, a-t-on appris lundi de la direction locale de la société nationale de l'électricité et du gaz (Sonelgaz). Dotées d'un financement public de plus de 4,6 milliards de DA, ces opérations s'inscrivent dans le cadre du programme national d'électrification agri-

cole visant à développer l'agronomie saharienne, notamment les cultures stratégiques, a indiqué le chargé de communication à la direction de Sonelgaz, Habib Meslem. Il s'agit de 127 opérations d'électrification ont été réalisées et mises en services au profit des exploitations agricoles à travers les 22 communes que compte la wilaya, en particulier celles à forte vocation agricole, à l'instar de

Ourmas, Reguiba, Trifaoui, Hassi Khalifa, Magrane, Guemar, Beni Guecha, Taghzout, Robbah et El-Ogla, a-t-il expliqué. Elles ont consisté en la réalisation d'un réseau électrique s'étendant sur plus de 863 km, dont 621 km de moyenne tension et 242 km de basse tension, en sus de l'installation de 903 transformateurs électriques. Réalisées à 50 %, d'autres opérations similaires porte-

ront sur le raccordement de 1.352 exploitations agricoles réparties sur cinq périmètres au réseau d'électricité, devaient être mises en service durant le premier trimestre 2026. Par ailleurs, la direction des services agricoles, s'emploie, en coordination avec les collectivités locales, à recenser les exploitations agricoles concernées dans le cadre d'un programme visant à généraliser l'électrification agricole.

Malgré Trump, l'énergie propre progresse

Depuis le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche en janvier 2025, un sentiment général s'est installé sur le fait que la transition énergétique serait sur pause ou reléguée aux oubliettes.

Par Sébastien ST-Hilaire (*)

Les déclarations sur l'éolien, sa promesse de « restaurer l'indépendance énergétique » par les hydrocarbures et ses premières actions exécutives visant à démanteler des politiques climatiques ont alimenté ce sentiment d'un retour en arrière. Derrière cet écran de fumée, des signaux économiques indiquent une autre direction, étonnamment différente. Une des perceptions que j'observe actuellement est l'illusion d'un effondrement des marchés liés à l'énergie propre. La réalité est que les chiffres racontent une tout autre histoire. L'indice mondial ICLN, qui regroupe les plus grandes entreprises du secteur des énergies renouvelables, a bondi de 50 % depuis l'introduction de Trump en janvier, contre un peu plus de 12 % pour le S&P 500 sur la même période. En fait, l'économie de la transition dicte aujourd'hui ses propres lois. Selon un rapport du Sustainable Market Strategies, les coûts de production du solaire et de l'éolien terrestre ont chuté respectivement de 90 % et de 70 % en 15 ans. Même sous le premier mandat de Trump, censé marquer le retour du charbon, les États-Unis ont fermé près de 50 GW de centrales au charbon.

Pour plusieurs raisons, il est aujourd'hui plus coûteux de maintenir une centrale au charbon que de construire un parc solaire neuf. Les promesses de charbon propre se sont heurtées à la réalité que le gaz et le solaire coûtent tout simplement moins cher. Et cette logique économique s'amplifie. En 2024, selon l'Agence internationale de l'énergie, les investissements mondiaux dans les technologies propres ont dépassé 2000 milliards de dollars, ce qui représente plus des deux tiers de tous les investissements énergétiques. Jamais les dépenses liées à l'électricité décarbonée n'avaient dépassé aussi largement celles du pétrole, du gaz et du charbon combinés. Étonnamment, ce sont souvent les États les plus républicains qui montrent la voie. Le Texas, qui a voté à près de 60 % pour Donald Trump en 2024, a attiré à lui seul plus de 144 milliards de dollars d'investissements en énergie propre depuis 2018. En 2025, près du quart de toutes les nouvelles installations solaires américaines seront texanes. Et parmi les 20 États ayant installé le plus de solaire en 2024, 14 ont voté pour Trump. L'énergie du vent et du soleil ne semble pas avoir d'adresse politique, mais suivra les lois économiques. Boucane à l'horizon, les nouvelles barrières commerciales que le gouverne-

ment Trump s'apprête à déployer, notamment des tarifs universels de 35 % sur les importations du Canada et du Mexique et ceux de 10 % touchant l'énergie risquent d'entraver temporairement certaines chaînes d'approvisionnement clés. Des secteurs comme l'hydrogène vert, les panneaux solaires ou les batteries de stockage pourraient voir leur compétitivité érodée si les tarifs touchent des composants critiques. L'industrie canadienne de la fabrication de composants pour l'énergie propre, y compris les métaux primaires, les produits chimiques et la machinerie, figure parmi les plus vulnérables à ces politiques. Mais, là encore, les investisseurs ne semblent pas paniquer. Ce que l'on observe, c'est une redirection des flux de capitaux vers les manufacturiers nationaux, les chaînes d'approvisionnement plus locales, ou vers des pays perçus comme plus stables sur le plan commercial. Le plan Inflation Reduction Act aux États-Unis, bien qu'affaibli, continue d'alimenter les investissements industriels dans les technologies propres, surtout dans les districts républicains où les incitatifs fiscaux demeurent très puissants. On oublie souvent aussi l'importance des technologies dites de « flexibilité ».

Ce sont en fait des solutions techniques qui permettent au système énergétique de s'adapter en temps réel aux variations entre la production et la consommation d'énergie. En 2025, plus de 80 % des ajouts de capacité électrique aux États-Unis proviendront du solaire et du stockage, selon l'Agence américaine d'information sur l'énergie. Ces projets peuvent être mis en service en 12 à 24 mois comparativement à 5 à 7 ans pour une turbine à gaz. Avec l'explosion de la demande, alimentée par les centres de données, les véhicules électriques et les efforts de réindustrialisation, cette réalité est incontournable. En multipliant les gestes contradictoires, le gouvernement Trump épaissit l'écran de la fumée, mais il est faux de dire que cette incertitude bloque le progrès. Ce qu'on observe plutôt, c'est une transition énergétique qui se décorrèle peu à peu du cycle politique. Des coûts en baisse, des volumes en hausse, des investissements importants. En définitive, les mythes sur le recul de l'énergie propre en 2025 ne tiennent pas la route. La bonne nouvelle, c'est qu'on ne fait pas vraiment marche arrière.

(*) **Gestionnaire de portefeuille chez Valeurs mobilières Desjardins pour le Groupe LMSL.**
Source : *le Devoir.com*

PME et ETI : les artisans de l'ombre de la transition écologique

Par Le Cercle des Pionniers de la RSE

Loin des projecteurs mais au cœur des territoires, les entreprises de taille intermédiaire et petites structures transforment à bas bruit leurs modèles pour concilier compétitivité et durabilité. Dans un contexte de recul apparent des ambitions climatiques, elles poursuivent leur engagement, à l'écart des effets d'annonce et des polémiques. Notre maison brûle et, plutôt que d'éteindre l'incendie, certains allument la climatisation. Face au dérèglement climatique, à la raréfaction des ressources et à l'extinction des espèces, une alliance inédite entre populistes, régimes autoritaires et certains lobbys industriels s'emploie à enterrer l'impératif de transition. Désinformation massive, coupes dans la recherche, discours réactionnaires : le court-termisme reprend la main. Pourtant, loin du tumulte, des milliers de PME et d'ETI avancent, discrètement mais sûrement, prouvant que performance économique et engagement environnemental peuvent non seulement coexister, mais se renforcer mutuellement.

Une opinion publique plus solide qu'il n'y paraît

Contrairement à l'impression d'un re-

cul généralisé, l'opinion française reste largement favorable à des mesures environnementales ambitieuses, même contraignantes pour le pouvoir d'achat. Selon l'étude Parlons Climat 2025, les deux tiers des Français estiment que le gouvernement manquerait à ses engagements s'il n'agissait pas contre le changement climatique. Cette constance montre que, malgré les vents contraires politiques et médiatiques, le socle d'adhésion à la transition reste solide. Le véritable enjeu n'est donc pas de convaincre de la nécessité d'agir, mais de replacer la transition écologique au cœur du débat public, avec un narratif positif, mobilisateur et crédible, capable de rallier largement au-delà des cercles convaincus.

PME et ETI : champions méconnus de la durabilité

En dépit des renoncements politiques et de l'agitation médiatique, les PME et ETI gardent le cap. Leur agilité, leur proximité avec les réalités du terrain et leur capacité à innover vite leur permettent de transformer les contraintes en opportunités. Elles ne se contentent pas de discours : selon le METI, 77 % des dirigeants y voient une opportunité stratégique, contre 66 % il y a trois ans, et neuf sur dix ont déjà réalisé leur bilan carbone. Certaines, comme la Cartonnerie

Gondardennes, ont anticipé de longue date les limites planétaires, par exemple en réduisant de 73% leur consommation d'eau grâce à un circuit fermé et à la récupération des eaux pluviales, tout en recourant à la cogénération et à la méthanisation pour décarboner leur production. Antoine Fiévet, emblématique président du Groupe Bel, qui a mené la transition responsable de l'entreprise familiale, aujourd'hui entreprise à mission, a souvent partagé sa conviction que les entreprises qui n'intègrent pas dès à présent les impératifs de climat, de ressources naturelles et de biodiversité risquent vite de disparaître. Les PME et ETI l'ont bien compris, à l'image de Tikamoon, triple championne de la croissance selon Les Échos, alignant désormais objectifs économiques et respect de la planète, assumant une trajectoire vers la société à mission. Des acteurs de services comme Rougerie + Tangram réinventent leur métier en intégrant un laboratoire R&D dédié aux matériaux biosourcés et à des projets sobres en carbone. Des groupes plus grand public comme Léa Nature démontrent qu'un pacte d'engagements environnementaux ambitieux peut soutenir une forte croissance, tandis qu'Aroma-Zone a bâti un modèle de production et de distribution accessible tout en maîtrisant son empreinte écologique.

À travers ces exemples, une constante se dessine : la capacité à lier performance et responsabilité, innovation et ancrage local, vision de long terme et résultats tangibles.

Changer le narratif, préparer l'avenir

Résister ne suffit plus. Il faut affirmer haut et fort que la transition écologique – sociale et environnementale – est inéluctable et qu'elle doit être préparée activement. Les PME et ETI sont en première ligne pour inventer ce futur, créer les métiers de demain et inspirer confiance aux citoyens. Leur engagement discret mais constant prouve qu'il est possible de concilier croissance, innovation et respect des limites planétaires. Choisir cette voie, c'est refuser un monde régi par la loi du plus fort, où les dernières ressources seraient accaparées au lieu d'être gérées et régénérées collectivement. C'est préférer l'intelligence à la prédation, l'action au renoncement, la coopération au chacun-pour-soi. Et c'est comprendre qu'au-delà de la survie, il y a une promesse : celle d'un modèle économique créateur de valeur, porteur de sens et de prospérité durable.

Source : **La Tribune.fr** ; publié le 02/11/2025

EMIRATS ARABES UNIS

Microsoft annonce
15,2 milliards de
dollars
d'investissements
dans l'IA

Microsoft a annoncé lundi des investissements de 15,2 milliards de dollars, essentiellement dans l'intelligence artificielle (IA), aux Emirats arabes unis d'ici à 2029, en affirmant avoir obtenu une licence pour importer des puces avancées dans le pays du Golfe. Le géant technologique américain a investi 7,3 milliards de dollars dans le pays depuis 2023, dans le cadre d'une initiative soutenue par les gouvernements des Etats-Unis et des Emirats arabes unis, a indiqué son président Brad Smith, dans une lettre publiée en marge d'une visite à Abou Dhabi. Ce montant inclut l'investissement de 1,5 milliard dans la société d'intelligence artificielle G42, dirigée par le conseiller à la sécurité nationale et frère du président émirati, Tahnoun ben Zayed. "Du début de l'année 2026 à la fin de l'année 2029, nous dépenserons plus de 7,9 milliards de dollars" supplémentaires pour continuer à développer l'infrastructure d'IA et de cloud dans le pays, portant l'enveloppe totale à 15,2 milliards, a-t-il ajouté. L'Etat du Golfe, qui figure parmi les principaux exportateurs de pétrole au monde, a fait de l'IA l'un des piliers de sa stratégie de diversification économique, avec l'ambition de devenir un leader mondial d'ici 2031. Il subit toutefois les règles imposées par les Etats-Unis pour restreindre les exportations de certaines puces d'IA avancées vers la Chine, dont l'une prévoit des autorisations pour toute exportation ou réexportation afin de limiter toute opération consistant à contourner les restrictions en passant par des pays tiers.

TUNISIE

Vers le développement du secteur
du traitement par les eaux

En Tunisie, l'histoire des eaux thermales remonte à plus de deux mille ans et a connu un grand essor à l'époque romaine pendant laquelle le recours aux eaux chaudes était un culte, un art de guérir, un art de vivre dont témoignent les vestiges archéologiques existants à travers le pays : les thermes d'Antonin à Carthage, le temple des eaux à Zaghouan.

Dans un contexte international de plus en plus concurrentiel, le secteur de l'hydrothérapie avec ses différents axes, à l'instar des autres secteurs économiques, a connu durant la période écoulée des mutations importantes. Depuis les années 90, la Tunisie s'est engagée à perpétuer cette tradition en l'alliant aux techniques et aux standards internationaux.

La Tunisie, une destination
pour l'hydrothérapie

Actuellement, la Tunisie est une destination reconnue pour l'hydrothérapie, souvent associée à la thalassothérapie, grâce à ses nombreuses stations thermales et centres de bien-être le long de son littoral méditerranéen et dans ses régions intérieures. Le secteur a récemment été l'objet de nouvelles mesures pour dynamiser son potentiel thérapeutique et touristique. L'Office National du Thermalisme et de l'Hydrothérapie (ONTH) est l'organisme de référence qui supervise le secteur en Tunisie alors que

le ministère de la Santé a annoncé des décisions pour revitaliser le secteur, visant à positionner la Tunisie comme une destination internationale de référence.

Un plan d'action pour dynamiser le secteur

Le ministre de la Santé, Mustapha Ferjani, vient de présenter un plan d'action en plusieurs points pour faire de l'hydrothérapie une filière à la fois médicale, touristique et économique. Parmi les décisions phares figure l'intégration du traitement par les eaux dans plusieurs spécialités médicales, notamment la rhumatologie, la dermatologie, la rééducation fonctionnelle et certaines pathologies psychiques. Un programme national de réhabilitation des centres thermaux et de thalassothérapie sera lancé conjointement par les ministères de la Santé et du Tourisme. Le ministère a aussi annoncé la création d'un label « Spa Médical Tunisie », destiné à garantir la qualité des soins et des services proposés dans les établissements spécialisés. Par ailleurs, les au-

torités prévoient de réviser les cahiers des charges régissant le secteur, en collaboration avec la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM), pour permettre une meilleure couverture et un accès élargi aux soins à base d'eau. Sous ce même angle, une campagne nationale et internationale de promotion positionnera la Tunisie comme une destination alliant santé, bien-être et développement régional durable. A noter que le secteur de l'hydrothérapie en Tunisie est un pilier de l'économie touristique, positionnant le pays comme la deuxième destination mondiale pour la thalassothérapie. Il bénéficie de près de 150 sources thermales et de nombreux centres de thalassothérapie, thermalisme et spa qui attirent un nombre significatif de touristes nationaux et internationaux. Ce secteur contribue à la diversification du tourisme, à la création d'emplois (notamment locaux et régionaux), et à la valorisation des ressources naturelles, tout en faisant face à des défis liés à la formation des personnels et à la modernisation des infrastructures.

EGYPTE

L'Etat renforce les partenariats internes
pour les compétences numériques des jeunes

Fondé en 1983, le NTI s'illustre dans la formation, la recherche et le conseil technique en Égypte. Ses actions en faveur du développement des compétences numériques répondent à une transformation digitale qui fait de la maîtrise des technologies un moteur de compétitivité et d'employabilité. L'Institut national des télécommunications (NTI) a signé trois nouveaux protocoles d'accord avec des leaders académiques et industriels de plusieurs gouvernorats afin d'accélérer le développement des compétences numériques et d'élargir les

opportunités de formation en TIC de haute qualité pour les jeunes égyptiens. L'initiative a été annoncée le dimanche 2 novembre par le Ministère des Communications et de la Technologie de l'Information. Le premier protocole a été signé avec l'Université de l'Innovation dans le gouvernorat de Sharqia. Il couvre des programmes conjoints de formation et de recherche, ainsi que l'échange d'expertise scientifique et technique pour doter les étudiants et les diplômés de l'université de compétences en TIC

adaptées aux besoins du marché moderne. Le second protocole, avec Petra Software Ind. à Assiout, se concentre sur la mise en œuvre de programmes de formation en milieu de travail dans le cadre de l'initiative Jeunesse Numérique de l'Égypte (DEY). Le programme vise à préparer les jeunes au marché du travail, à fournir une formation pratique dans des environnements de travail réels et à créer des emplois pour les diplômés les plus performants. La collaboration comprend également des projets appliqués conçus

pour aligner les compétences techniques avec les exigences des marchés locaux et globaux. Le troisième protocole a été signé avec ABS AI, une entreprise basée au Caire spécialisée dans l'intelligence artificielle et l'analyse de données. En vertu de cet accord, les deux parties coopéreront pour améliorer les capacités numériques des jeunes à travers des formations en IA, en analyse de données et en développement de logiciels, tout en fournissant des opportunités d'emploi pour les diplômés du NTI qui se distinguent.

MAURITANIE/ÎLES CANARIES

Un Forum économique pour ancrer la Mauritanie
au cœur de l'intégration régionale atlantique

La Ministre de l'Hydraulique et de l'Assainissement, Mme Amal Maouloud, également Ministre de l'Énergie et du Pétrole par intérim, a supervisé ce mardi à Nouakchott l'ouverture d'un sommet économique d'envergure. Ce forum de deux jours vise à resserrer les liens de coopération entre les acteurs mauritaniens et ceux des îles Canaries dans des secteurs stratégiques : l'industrie, l'énergie, les services maritimes et le soutien logistique. Organisée par la Fédération des opérateurs de services logistiques et portuaires, la Fédération de l'industrie, des mines et de l'énergie et l'Union nationale des employeurs mauritaniens, cette rencontre s'inscrit dans une vision ambitieuse. Elle cherche à faire de la Mauritanie une plateforme d'intégration indus-

trielle et énergétique dans la région atlantique, créant ainsi un pont économique entre l'Afrique et l'Europe.

Les piliers stratégiques du sommet

Les travaux du forum s'articuleront autour de plusieurs axes destinés à identifier des opportunités concrètes et à lever les freins à la coopération. L'énergie, un potentiel à partager : Les discussions porteront sur une analyse détaillée des opportunités dans le secteur de l'énergie et des mines en Mauritanie, incluant les énergies renouvelables. Cet axe est en parfaite harmonie avec les objectifs du Pacte National de l'Énergie de la Mauritanie, qui vise un accès universel à l'énergie d'ici 2030 et à porter à 70% la part des renouvelables dans la

production électrique. S'appuyer sur l'expertise canarienne : L'expérience des îles Canaries dans des domaines comme la transition énergétique, la réparation navale et les services maritimes sera présentée comme un modèle de développement à même d'inspirer les projets mauritaniens. Débloquer la logistique : Une analyse des capacités logistiques de la région de l'Atlantique et des défis opérationnels est au programme. Cela fait écho à la vision gouvernementale de doter le pays d'un Hub Logistique, Maritime et Industriel de classe mondiale pour soutenir le développement des projets pétroliers, gaziers et commerciaux . Créer un environnement favorable : Le sommet donnera un aperçu des procédures douanières, fiscales et des incitations à l'investissement en Mauritanie,

un rôle qui incombe notamment à l'Agence de Promotion des Investissements en Mauritanie (APIM), également représentée à cette ouverture..

Une volonté politique et un secteur privé
engagé

Le Président de l'Union nationale des Employeurs Mauritaniens, M. Zein El Abidine Cheikh Ahmed, a affirmé que la Mauritanie, grâce aux directives du Président de la République, M. Mohamed Cheikh El Ghazouani, était devenue une destination prometteuse et attractive pour les initiatives privées. Il a insisté sur la nécessité de bâtir un partenariat reposant sur une vision commune de l'avenir, fondée sur la confiance et le respect mutuel.

CRISE DES DIAMANTS

L’Angola accélère sur la production quand le Botswana lève le pied

De Beers, qui extrait 70 % de sa production de diamants au Botswana et exploite la plupart des mines du pays, a réduit de 10 millions de carats ses prévisions de production pour 2025. Cette décision liée à la baisse des prix et de la demande, se différencie de la stratégie angolaise.

En Angola, la production de diamants a atteint 10,7 millions de carats entre janvier et septembre 2025. Selon Jânio Correa Victor, secrétaire d’État aux Ressources minières, il s’agit d’un taux d’exécution de 72,3 % par rapport à l’objectif de production officiel de 14,8 millions de carats. Alors que le marché mondial des diamants naturels traverse une période de baisse des prix et de la demande, Luanda se dirige ainsi vers un record de production, naviguant à contre-courant du premier producteur africain, le Botswana. En 2024 déjà, la production angolaise avait bondi de 44 % en glissement annuel pour atteindre 14,03 millions de carats, selon le Processus de Kimberley. Cette dynamique se maintient en 2025 grâce aux mines de Catoca et Luele, qui ont pourvu 91 % de la production nationale au premier semestre. Endiama, la compagnie publique actionnaire des deux projets, indique que Catoca a dépassé ses objectifs de 40 %, tandis que Luele a progressé de 35 % en glissement annuel. À l’inverse, la production du Botswana recule

sous l’effet des décisions stratégiques du groupe De Beers, qui tire de ce pays environ 70 % de sa production globale. Pour réduire l’offre mondiale et soutenir les prix, la filiale d’Anglo American a réduit ses prévisions pour 2025, désormais situées entre 20 et 33 millions de carats, contre une fourchette initiale de 30 à 33 millions. Les autorités angolaises n’ont pas donné les raisons de leur stratégie axée sur l’augmentation de la production, alors même que le pays subit aussi les effets de la crise. Alors que le volume de ses exportations a progressé de 109 % par rapport aux six premiers mois de 2024, la valeur des ventes a chuté de 14 %. Les principaux débouchés sont les Émirats arabes unis, la Belgique et Hong Kong, qui concentrent plus de 90 % des exportations angolaises. « Les prévisions pour la fin de l’année 2025 sont encourageantes. On estime que la production mondiale de diamants bruts sera inférieure à 100 millions de carats, interrompant ainsi la tendance à la hausse observée au cours de la dernière décennie. Ce scénario favorise des pays comme l’Angola, qui se distingue par

son offre de diamants de qualité gemme », indique simplement Endiama. Alors que le Botswana est également reconnu pour la qualité de ses gemmes, ses mines ayant fourni certains des plus gros diamants de l’histoire, De Beers se montre quant à lui plus prudent quant aux perspectives du marché. Si la compagnie reconnaît une certaine amélioration de la situation, elle n’a pas revu à la hausse ses prévisions de production. Les prochains mois permettront d’en savoir plus sur les directions que prennent ces différents acteurs pour 2026. « Les conditions commerciales du diamant brut sont restées difficiles au cours du troisième trimestre. L’amélioration de la demande de diamants bruts observée au cours du premier semestre 2025 a été compromise par les nouveaux droits de douane américains sur les importations de diamants en provenance d’Inde », a expliqué De Beers fin octobre, reconnaissant cependant que la demande des consommateurs pour les bijoux en diamants naturels reste stable.

CAMEROUN

Les recettes pétrolières reculent de 12,4 % au premier trimestre 2025

Les recettes pétrolières du Cameroun ont enregistré un net repli au cours du premier trimestre 2025, selon la note de conjoncture économique publiée par le ministère des Finances. Celles-ci se sont établies à 146,6 milliards de FCFA, contre 167,4 milliards un an plus tôt, soit une baisse de 12,4 %, correspondant à un manque à gagner de 20,8 milliards pour le Trésor public.

Dans le détail, la redevance versée par la Société nationale des hydrocarbures (SNH) a chuté de 22,7 %, passant de 127,4 à 98,5 milliards de FCFA. À l’inverse, l’impôt sur les sociétés pétrolier (IS) affiche une hausse de 20,6 %, atteignant 48,1 milliards, contre 40 milliards au premier trimestre 2024. Cette évolution s’inscrit dans la tendance anticipée par le gouverne-

ment, qui a révisé à la baisse les projections de recettes pétrolières dans la loi de finances rectificative 2025. Les prévisions sont passées de 734,8 à 641,5 milliards de FCFA, soit une réduction de 93,3 milliards (-12,7 %). La baisse découle principalement de la diminution attendue des revenus de la commercialisation du brut camerounais par la SNH, désormais estimés à 495,5 milliards,

contre 570,2 milliards initialement. Les recettes fiscales pétrolières (notamment l’IS) devraient quant à elles rester stables. Cette révision budgétaire repose sur plusieurs hypothèses défavorables. Les perspectives de production pétrolière ont été ramenées de 20,71 à 19,81 millions de barils, tandis que celles du gaz chutent de 92 à 79,2 milliards de pieds cubes standards.

CAMEROUN-RCA

Annoncé depuis 14 ans, le projet de construction d’une voie ferrée de 1400 Km franchit une nouvelle étape

Le chef de l’Etat centrafricain, Faustin Archange Touadéra, a présidé le 1er novembre 2025 à Pani, localité située à 30 km de Bangui, la capitale de la République centrafricaine (RCA), la cérémonie de pose de la première pierre de l’immeuble-siège de la société Trans African Railways System LTD. Il s’agit de l’entreprise qui porte le projet de construction d’une ligne de chemin de fer entre la RCA et le Cameroun. L’implantation en cours de la société de projet marque une avancée notable dans sa matérialisation. Il est à noter que le projet de construction d’une ligne de chemin de fer entre le Cameroun et la RCA est annoncé par les autorités centrafricaines depuis 14 ans. Il sera finalement mis en œuvre dans le cadre d’un partenariat public-privé entre l’Etat centrafricain et des investisseurs britanniques. « La situation géographique de la RCA rend le transport difficile. Grâce à ce partenariat stratégique avec nos amis britanniques, nous lançons une initiative ferroviaire ambitieuse reliant Bangui au Cameroun via l’Ombella-

Mpoko, la Lobaye et la Mambéré-Kadey, jusqu’au port de Kribi au Cameroun », a rappelé lors de la cérémonie le ministre centrafricain des Transports et de l’Aviation civile, Herbert Gontran Djono Ahaba. Long de 1400 Km, le coût de cette infrastructure ferroviaire n’a pas été révélé. Les modalités de financement et la date de démarrage effectif des travaux non plus. Mais, selon Trans African Railways System LTD, à terme, cette ligne de chemin de fer aura un impact notable sur l’économie centrafricaine : « création des emplois, réduction des coûts de transport jusqu’à 70% par rapport aux solutions alternatives existantes, facilitation de l’exportation des richesses minières du pays, notamment ses réserves prouvées de minerai de fer, qui s’élèvent à plus de 20 milliards de tonnes », etc. Important outil d’intégration sous-régionale, l’infrastructure en gestation devrait accroître le trafic au port de Kribi, avec les retombées financières subséquentes pour le Cameroun. En effet, le chemin de fer entre Bangui et le port en eau profonde de Kribi per-

mettra d’accroître substantiellement le volume de marchandises centrafricaines transitant par le Cameroun, estimé actuellement à environ 55 milliards de FCFA chaque année. Essentiellement constituées du bois et des produits de grande consommation, ces marchandises devraient davantage se diversifier avec les produits issus de l’exploitation minière. Au demeurant, la réalisation du potentiel de l’infrastructure ferroviaire annoncée entre le Cameroun et la RCA est conditionnée par la construction d’un terminal minéralier au port de Kribi. Cet autre projet attendu dans le cadre de l’exploitation du gisement de fer de Mbalam-Nabebe, à cheval entre le Cameroun et le Congo, est toujours en hibernation. Le contrat y relatif - ainsi que celui pour la construction du chemin de fer de 500 Km entre Mbalam et le port de Kribi - a pourtant été signé depuis 2022 entre l’Etat du Cameroun et un consortium formé par Aust-Sino, société minière immatriculée en Australie, et Bestway Finance Ltd, véhicule d’investissements basé à Singapour.

INNOVATION AGRICOLE

Le Togolais Guema Batama remporte le premier prix au MITA 2025 à Bamako

Le Togolais Guema Batama, concepteur d’une machine récolteuse et décortiqueuse de courges, a remporté le premier prix dans la catégorie 1 des innovations visant à améliorer la production et la productivité agricoles dans le cadre du Prix Abdoulaye Touré de l’Innovation Agricole. La distinction lui a été décernée lors de la 5^e édition du Marché des innovations et technologies agricoles (MITA), tenue la semaine dernière à Bamako, au Mali. Son innovation a séduit le jury par son originalité et son utilité pratique. Elle permet notamment d’alléger les tâches des femmes et des producteurs de courges lors de la récolte et du traitement post-récolte, améliorant ainsi l’efficacité et la rentabilité de la filière. En remportant ce prix, le jeune inventeur togolais décroche une enveloppe de 10 000 dollars, soit près de 6 millions FCFA. L’initiative de Guema Batama visant à résoudre les difficultés rencontrées lors des travaux post-récolte des courges a été rendue possible grâce à l’appui du Programme de productivité agricole en Afrique de l’Ouest (PPAAO), lancé par la CE-DEAO. Selon le concepteur, ces extracteurs ont une capacité d’entre 7 et 10 m³ pour traiter des courges sans altérer la qualité des graines. Le deuxième prix du concours a été attribué à Faye Mariama du Sénégal pour son biostimulant Silico Derma, un produit innovant à base d’acide orthocyclique qui agit efficacement contre les insectes et les pathogènes. Elle repart avec une récompense de 5000 dollars. Selon Kalifa Traoré, président du conseil d’administration du CORAF, ces innovations méritent un accompagnement soutenu des pouvoirs publics. « Pour que les technologies développées dans les laboratoires et les start-up atteignent les producteurs sur le terrain, il faut renforcer les passerelles entre la recherche, la vulgarisation, les politiques publiques et le secteur privé », a-t-il souligné.

POINT-MARCHÉS

L’Europe en baisse, doutes sur la “Big tech” américaine

Les principales Bourses européennes, dans le sillage des places asiatiques, sont en repli mardi en matinée dans un contexte de baisse des grandes valeurs technologiques américaines et d'incertitude sur la politique monétaire de la Fed.

Les investisseurs se montrent désormais prudents en l'absence d'indicateurs macroéconomiques aux Etats-Unis pour cause de "shut-down" alors que les responsables de la Fed ont exprimé lundi des points de vue divergents sur la situation de l'économie. À Paris, le CAC 40 perd 1,36% à 7.999,19 points vers 07h15 GMT. À Londres, le FTSE 100 abandonne 0,41% et à Francfort, le Dax dégringole de 1,40%. L'indice EuroStoxx 50 régresse de 1,42%, le FTSEurofirst 300 de 0,86% et le Stoxx 600 de 1,15%. Les contrats à terme à Wall Street préfigurent une baisse de 0,74% pour le Dow

Jones, de 1,01% pour le Standard & Poor's 500 et de 1,34% pour le Nasdaq au lendemain d'une séance en ordre dispersé. Les investisseurs s'inquiètent de plus en plus sur le niveau des dépenses massives de la "Big Tech" dans l'intelligence artificielle (IA), se demandant notamment si les rendements seront bien au rendez-vous. Les valorisations des géants américains sont en outre très élevées, ce qui renforce les craintes d'une bulle. Palantir Technologies, l'une des valeurs phares de l'IA, chute mardi de près de 6% en avant-Bourse malgré une prévision de chiffre d'affaires trimestriel supérieure aux attentes publiée par le groupe technologique américain. Le ti-

tre Palantir a cependant plus que doublé depuis le début de l'année grâce à l'adoption rapide de l'IA qui stimule la demande pour ses services d'analyse de données. En avant-Bourse, les actions du groupe des "Sept Magnifiques" - Meta, Tesla, Alphabet, Amazon, Nvidia, Apple et Microsoft - reculent de 0,9% à 2,6%. Le compartiment technologique en Europe cède 1,60%. Parallèlement, la saison des résultats des entreprises se poursuit, avec notamment à Paris Edenred qui plonge de 7,44% après avoir dévoilé ses objectifs financiers.

Biomérieux abandonne 2,79%, tombant à un creux deux semaines, après avoir abaissé sa prévision annuelle de croissance organique du chiffre d'affaires. Ailleurs en Europe, BP est dans le rouge (-0,20%) après avoir publié un bénéfice trimestriel en repli sur un an. Associated British Foods, le propriétaire de Primark, prend en revanche 1,62% après l'annonce d'un projet scission du groupe. Telefonica dévisse de près de 10%, l'opérateur télécoms espagnol ayant annoncé un bénéfice net inférieur aux prévisions au titre du troisième trimestre.

BOURSE ZURICH

Accès de prudence dans les premiers échanges

La Bourse suisse reculait mardi dans les premiers échanges, dans le sillage d'une clôture contrastée à New York lundi. Les valeurs technologiques notamment ont continué à alimenter le rallye du Nasdaq et du S&P 500, tandis que le Dow Jones a suivi le chemin de la cave. "Il est bon de garder à l'esprit que les gros titres sur l'intelligence artificielle continuent à masquer une situation en voie de détérioration. Si on enlève la tech, le reste n'est pas forcément plaisant. Et même au sein de la tech, les valorisations sont extrêmement élevées et il devient urgent d'observer un retour sur investissement," prévient Ipek Ozkardeskaya, analyste vedette chez Swissquote. Le programme du jour fera la part belle aux discours de banquiers centraux, après une kyrielle de résultats d'entreprises. Il reste à voir si les quelques échéances conjoncturelles US seront honorées. "À cela s'ajoute un climat d'incertitude politique aux États-Unis, où le pays s'apprête à battre un record historique: celui du shutdown gouvernemental le plus long jamais enregistré," relève à cet égard John Plassard, de Cité Gestion, dans un commentaire matinal. A 09h10, le Swiss Market Index (SMI)

abandonnait 0,36% à 12'193,02 points, le Swiss Leader Index (SLI) 0,53% à 1997,95 points et le Swiss Performance Index (SPI) 0,58% à 16884,52 points. Sur les trente principales valorisations, seules six se maintenaient à flot. L'équipementier de salles d'aisance Gerberit s'appréciait de 2,7% et caracolait en tête d'échappée, loin devant le colosse ophtalmique Alcon (+0,9%). Suivaient encore à quelque distance les mastodontes pharmaceutiques Novartis (+0,4%) et Roche (bon +0,3%). Au fond du classement, le producteur de soupapes à vide VAT Group lâchait 2,2%, plombé par un commentaire peu amène de Berenberg. La grande banque UBS (-1,9%) n'en menait pas large non plus, handicapée par une dégradation de la recommandation formulée par Exane BNP Paribas, comme par un abaissement de l'objectif de cours articulé par Kepler Cheuvreux. Sur le marché élargi, Oerlikon (+4,5%) a amorcé un redressement salutaire au troisième trimestre, quand Georg Fischer (+1,6%) a affiné ses ambitions à moyen terme. Basilea (+1,8%) a décroché un versement d'étape grâce au franchissement d'un palier dans les ventes de son antimycosique Cresemba.

BOURSE DE PARIS

Plombée par des prises de bénéfices les marchés européens

La Bourse de Paris a commencé mardi nettement dans le rouge une séance plombée, partout en Europe, par des prises de bénéfices et par des doutes sur l'évolution des taux américains et les hautes valorisations technologiques. L'indice vedette CAC 40 perdait 1,55% à 10H30, la plupart des places européennes lâchant également largement plus de 1%. La veille, la Bourse de Paris avait terminé en légère baisse, dans une séance de transition sans publications d'entreprises ou indicateurs majeurs, rattrapée par une performance mitigée à Wall Street.

L'indice vedette de la Bourse de Paris avait conclu en baisse de 0,14%, soit une perte de 11,28 points, pour s'établir à 8.109,79 points. Les marchés européens sont en repli "dans un contexte de +fatigue de l'IA+ qui gagne les investisseurs malgré la multiplication des mégadeals dans le secteur", a estimé John Plassard, responsable de la stratégie d'investissement chez Cité Gestion Private Bank, notant également une vague de "prises de bénéfices". "À cela s'ajoute un climat d'incertitude politique aux États-Unis, où le pays s'apprête à battre un record historique: celui du +shutdown+

gouvernemental le plus long jamais enregistré", poursuit l'analyste évoquant la paralysie des services publics due au blocage budgétaire entre démocrates et républicains au Congrès. Mardi, les Bourses asiatiques ont aussi conclu en perte. A Tokyo, l'indice vedette Nikkei a cédé 1,74%. Ipek Ozkardeskaya, analyste senior pour Swissquote, souligne aussi que la probabilité d'une nouvelle baisse d'un quart de point de pourcentage des taux directeurs de la Fed a fortement diminué. La perspective d'un statu quo sur les taux serait défavorable aux marchés actions.

Edenred, société de services prépayés qui commercialise notamment les Ticket Restaurant, dont le titre s'est envolé depuis fin octobre, dégonflait fortement (-9,91% à 23 euros vers 10H30 locales). Le groupe vise pourtant une croissance de son excédent brut d'exploitation (Ebitda) entre 8 et 12% par an entre 2025 et 2028. Mais pour l'année 2026, l'expansion prévue est en dessous des prévisions des analystes. En outre, en Italie, où un plafonnement des commissions payées par les commerçants aux émetteurs de titres-restaurant a été mis en place, le groupe a prévenu s'atten-

dre à un impact négatif de 60 millions d'euros sur son Ebitda (marge brute d'exploitation) au second semestre. Le fabricant finlandais d'équipements télécoms Nokia a annoncé mardi son intention de soumettre une demande de radiation de ses actions cotées à la Bourse de Paris, citant des raisons liées aux "volumes d'échanges, aux coûts et aux exigences administratives". "Les actions de Nokia resteront cotées sur le Nasdaq Helsinki, et ses American Depositary Receipts (ADR) resteront cotés à la Bourse de New York", a annoncé Nokia dans un communiqué.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 04 Novembre 2025 Valeur : 06 Novembre 2025					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		130.5162	130.5312
1	EUR	EURO		150.4460	150.4764
1	GBP	POUND STERLING		171.3261	171.3458
100	JPY	JAPANESE YEN		85.0878	85.1031
1	CNY	CHINESE YUAN		18.3186	18.3225
1	CHF	SWISS FRANC		161.6900	161.7287
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		92.8082	92.8387
1	DKK	DANISH KRONE		20.1576	20.1621
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.7400	13.7446
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.8438	12.8641
1	AED	UAE DIRHAM		35.5330	35.5390
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.7988	34.8046
1	KWD	KUWAITI DINAR		424.9958	425.1831
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.8650	44.3058
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.0197	14.0213
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.8390	23.9617
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2687	3.2789
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.0259	177.0259

ALLEMAGNE

Un prix de l'électricité réduit pour l'industrie dès 2026

L'Allemagne mettra en place, à partir de 2026, un prix de l'électricité plus avantageux pour les industries énergivores, a annoncé lundi la ministre de l'Economie, à quelques jours d'un sommet sur la crise du secteur sidérurgique.

"Je pars du principe que nous introduirons ce prix au 1er janvier" de l'année prochaine, a annoncé la ministre conservatrice Katherina Reiche, en application d'un projet du gouvernement pour soutenir les entreprises fortement consommatrices d'énergie, de la chimie à l'acier en passant par l'automobile. "Nous sommes dans les dernières étapes des négociations avec la Commission européenne", a-t-elle ajouté lors d'une conférence sur l'industrie à Berlin, en présence du vice-président de la Commission européenne Stéphane Séjourné, en charge des dossiers industriels. Le prix réduit pour l'industrie sera un "élément clé pour la compétitivité de l'acier", selon la ministre. Le journal Handelsblatt indique que le coût total de la mesure pour trois ans s'élèverait à 4,5 milliards d'euros pour le budget fédéral, en partant d'une étude réalisée par l'Agence allemande de l'énergie (DENA). La coalition entre conservateurs et sociaux-démocrates s'est donné comme priorité de réduire le prix de l'électricité en Allemagne, qui a fortement augmenté et reste jusqu'à trois fois plus cher qu'en Chine ou aux Etats-Unis. La compensation des prix de



l'électricité subventionne les entreprises très consommatrices d'énergie. Cela réduit leur facture liée à l'achat de quotas d'émission pour couvrir leurs rejets de gaz à effet de serre, conformément à la réglementation européenne. Cette aide sera toutefois conditionnée: les entreprises devront investir 50% de plus dans "l'efficacité et la durabilité". Les justificatifs pour ces investissements devront être aussi peu bureaucratiques que possible, selon la ministre. Cette annonce intervient quelques jours avant un

"sommet sur l'acier" prévu jeudi à Berlin avec le chancelier Friedrich Merz, alors que le secteur sidérurgique fait face à une situation difficile, notamment en raison de la concurrence chinoise. Pour la sidérurgie, "prolonger la compensation des prix de l'électricité au-delà de 2030 est encore plus crucial", selon Mme Reiche. La Commission européenne a donné à cet égard "de bons signaux" et sa décision devrait intervenir "dans les prochaines semaines", selon la ministre.

BRÉSIL

Plus forte baisse des émissions de gaz à effet de serre

Le Brésil a enregistré en 2024 sa plus forte réduction des émissions de gaz à effet de serre d'une année sur l'autre depuis 2009, en raison notamment de la baisse de la déforestation, selon des données publiées lundi, à quelques jours du début de la COP30. Les émissions brutes dans le plus grand pays d'Amérique latine ont été réduites de 16,7% l'an dernier par rapport à 2023, selon les calculs du réseau brési-

lien d'ONG Observatoire du climat. Ces chiffres sont une bonne nouvelle pour le gouvernement du président de gauche Luiz Inacio Lula da Silva, qui accueille à partir du 10 novembre la conférence de l'ONU sur le climat, la COP30, dans la ville amazonienne de Belém. "Les nouvelles données montrent l'impact du fait que le gouvernement s'est remis à contrôler la déforestation", qui était "délibé-

rément hors de contrôle" sous le mandat du prédécesseur de Lula, Jair Bolsonaro (2019-2022), a affirmé ce réseau dans un communiqué. Durant le mandat de l'ex-président d'extrême droite, la déforestation a fortement augmenté, notamment en Amazonie, où la végétation luxuriante joue un rôle essentiel dans l'absorption de gaz à effet de serre. Le déboisement dans la plus grande forêt tropicale de la planète a

chuté continuellement depuis le retour au pouvoir de Lula pour un troisième mandat en 2023, après un premier passage à la présidence de 2003 à 2010. Il a baissé de 11% en un an sur la période de référence allant d'août 2024 à juillet 2025, selon les chiffres officiels rendus publics la semaine dernière. Face aux détracteurs, Lula argumente que l'argent du pétrole peut servir à financer la transition énergétique.

CORÉE DU SUD

L'Etat va tripler ses dépenses allouées à l'IA dans son budget 2026

Dans un contexte de compétition mondiale croissante en matière d'IA, le président sud-coréen Lee Jae Myung a annoncé mardi un projet ambitieux pour 2026, avec un budget triplé pour propulser son pays parmi les leaders mondiaux dans le domaine. Le président sud-coréen Lee Jae Myung a annoncé mardi avoir triplé par rapport à l'année dernière l'enveloppe consacrée à l'intelligence artificielle dans le projet de budget 2026, assurant ainsi «marquer l'entrée dans l'ère de l'IA». Il souhaite allouer 10.100 milliards de won (près de 6,1 milliards d'euros) à «une transformation majeure visant à

propulser la Corée du Sud parmi les trois premières puissances mondiales en matière d'IA. «Nous allons considérablement augmenter les investissements afin de marquer l'entrée dans l'ère de l'IA et de poser des bases solides pour la croissance», a déclaré Lee Jae Myung dans le cadre de son discours annuel sur le budget devant le Parlement. «Sur ce montant, 2600 milliards de won (environ 1,57 milliard d'euros) seront investis dans le déploiement de l'IA dans l'industrie, la vie quotidienne et le secteur public, tandis que 7500 milliards de won (presque 4,53 milliards d'euros) seront consacrés au développement des compétences et à la

construction d'infrastructures», a précisé le président sud-coréen.

Deux des plus grands fabricants mondiaux de puces mémoire

Au total, le projet de budget 2026 s'élève à 728.000 milliards de won (près de 440 milliards d'euros), en hausse de 8,1% par rapport à 2025. Lee Jae Myung aura toutefois besoin d'une majorité des voix au Parlement pour faire adpter cette proposition de budget. La Corée du Sud abrite deux des plus grands fabricants mondiaux de puces mémoire, Samsung Electronics et SK hynix, qui produisent des composants essentiels pour l'intelligence

artificielle et les centres de données, un secteur en plein boom. Jensen Huang, le patron du mastodonte américain des puces Nvidia, a annoncé vendredi son projet de fournir 260.000 semi-conducteurs les plus avancés à la Corée du Sud pour doper l'usage industriel de l'IA, après avoir rencontré Lee Jae Myung. S'il a toutefois qualifié devant la presse d'«ambitieux» l'objectif affiché du président sud-coréen de faire de son pays une puissance majeure en matière d'IA, il a ajouté qu'il n'y a pas de raison que la Corée du Sud n'y parvienne pas, car «elle possède la technologie, l'expertise logicielle et une capacité naturelle à construire des usines», selon lui.

ETATS-UNIS

Aide alimentaire réduite pour des dizaines de millions d'Américains en novembre

L'administration du président américain Donald Trump a déclaré lundi que l'aide alimentaire dont bénéficient quelque 42 millions d'Américains sera réduite en novembre en raison de la paralysie budgétaire qui dure depuis un mois. Le gouvernement va utiliser 4,65 milliards de dollars d'un fonds d'urgence pour financer les versements liés au programme Snap, principal programme public d'aide alimentaire aux Etats-Unis, ce qui couvrira environ "50% des aides des foyers éligibles", a affirmé un responsable du ministère de l'Agriculture dans des documents judiciaires. Cette annonce fait suite à une décision d'un juge fédéral de Providence (nord-est), l'un des deux à avoir ordonné la semaine dernière à l'exécutif d'utiliser des fonds d'urgence pour assurer la continuité du programme Snap. L'administration Trump affirme que le programme est à court de fonds après un mois de "shutdown", démocrates et républicains ne parvenant pas à s'entendre pour adopter un nouveau budget et s'en rejetant mutuellement la faute.

L'activité industrielle continue de se contracter en octobre

L'activité manufacturière aux Etats-Unis a continué à se contracter en octobre, selon un baromètre publié lundi, dans lequel les industriels sondés pointent leurs difficultés liées aux nouveaux droits de douane. L'indice publié par la fédération professionnelle ISM, basé sur les réponses d'un panel d'entreprises, s'est établi à 48,7%, marquant le huitième mois consécutif de contraction de l'activité (50 étant la limite entre contraction et expansion). C'est moins que ce qu'attendaient les analystes. Dans leurs réponses, les sondés mentionnent l'impact des droits de douane mis en place par l'Administration américaine.

"MAINS LIBRES À 130 KM/H"

BMW signe la première mondiale de la conduite autonome certifiée

BMW devient le premier constructeur au monde à obtenir l'homologation du tout nouveau règlement des Nations Unies sur la conduite assistée. Une avancée légale majeure qui permettra à la marque allemande de proposer la conduite "moins libres" sur autoroute dans plusieurs pays européens, dès le lancement de son SUV électrique iX3 « Neue Klasse ».

Longtemps freinée par des réglementations fragmentées en Europe, la conduite "moins libres" trouve enfin un cadre commun. Grâce à ce feu vert historique de l'ONU, BMW franchit une étape clé dans la démocratisation des systèmes d'assistance avancée, tout en devançant Mercedes et Tesla sur le terrain de l'homologation internationale.

Une homologation qui change la donne

Baptisé UN Regulation n°171 (DCAS), ce texte établit pour la première fois un cadre international pour les systèmes d'assistance à la conduite de niveau 2, autrement dit ceux qui peuvent gérer direction et vitesse sans intervention manuelle, tout en exigeant que le conducteur reste attentif. Le règlement a été adopté dans le cadre de la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies (UNECE), qui définit les standards techniques automobiles internationaux.

Jusqu'ici, ces technologies étaient limitées à quelques marchés, notamment l'Allemagne, où des dérogations nationales permettaient déjà à BMW et Mercedes d'expérimenter la conduite "moins libres" dans des conditions précises. En recevant la toute première validation officielle du DCAS, BMW ouvre la voie à un déploiement plus large de cette technologie dans les pays membres de la CEE. Une première mondiale à forte portée stratégique, tant le manque



d'harmonisation freinait jusque-là l'essor de la conduite assistée en Europe.

Le iX3 Neue Klasse, premier modèle conforme

Le BMW iX3 Neue Klasse, attendu en 2026, sera le premier modèle conforme à cette nouvelle réglementation. Il intégrera le Motorway Assistant, une fonction de conduite moins libres jusqu'à 130 km/h. Le système gère automatiquement la vitesse, le maintien dans la

voie et les distances de sécurité, tout en surveillant en permanence la vigilance du conducteur grâce à des capteurs embarqués.

Autre nouveauté : la fonction de changement de voie automatique, que le conducteur pourra valider d'un simple regard dans le rétroviseur. BMW promet ainsi une expérience de conduite plus naturelle et moins contraignante que celle proposée jusqu'ici par la concurrence, souvent limitée par des rappels constants à "repren

lant".

Par ailleurs, ce véhicule ne s'arrêtera pas aux voies rapides. En environnement urbain, la technologie serait capable de s'arrêter aux feux rouges et de redémarrer automatiquement. D'autres fonctions viendront ensuite enrichir le système via des mises à jour logicielles. Le tout reposera sur la dernière génération du système iDrive, avec un affichage tête haute panoramique couvrant toute la largeur du pare-brise, et des widgets dédiés à la conduite autonome.

Une approche pragmatique face à Mercedes et Tesla

Pour le Dr Mihir Ayoubi, vice-président du développement de l'expérience de conduite chez BMW, le nouveau règlement international ouvre la voie à un déploiement dans de nombreux pays. Il souligne "la synergie entre algorithmes basés sur des règles et intelligence artificielle, où le conducteur reste impliqué et les systèmes demeurent prévisibles." Face à Mercedes, dont le Drive Pilot de niveau 3 reste limité à quelques autoroutes allemandes, et à Tesla, dont le "Full Self-Driving" reste classé au niveau 2 en Europe malgré un discours marketing plus ambitieux, BMW choisit la voie de la fiabilité légale et de la maturité technologique. Une stratégie pragmatique qui pourrait lui permettre de devancer ses rivaux dans la course à l'autonomie certifiée.

OpenAI signe un contrat à 38 Md\$ avec AWS



L'éditeur de ChatGPT a conclu un accord pluriannuel d'un montant total de 38 Md\$ avec AWS pour lui fournir de la puissance de calcul incluant l'accès à plusieurs centaines de milliers de GPU Nvidia, extensible à plusieurs dizaines de millions. Après son accord capitalistique avec Microsoft, OpenAI peut nouer des partenariats avec d'autres fournisseurs de cloud. La preuve en est l'accord signé avec Amazon Web Services d'un

contrat évalué à 38 Md\$. Objectif : lui apporter des capacités nécessaires pour exécuter et soutenir la croissance de ses workloads IA. « OpenAI aura accès à la puissance de calcul d'AWS, qui comprend des centaines de milliers de GPU Nvidia avec la possibilité d'étendre à des dizaines de millions de GPU pour faire évoluer rapidement les charges de travail des agents », explique AWS. Dans l'accord, il est prévu qu'« OpenAI commencera immédiatement à utiliser les

ressources informatiques d'AWS avec pour objectif de déployer l'ensemble de la capacité avant la fin de 2026, et la possibilité de poursuivre l'expansion en 2027 et au-delà. » Le contrat pourrait s'étirer sur 7 ans. L'infrastructure de calcul mise en place par AWS pour OpenAI est spécifiquement taillée pour la performance de traitement IA, en s'appuyant sur les accélérateurs GB200 et GB300 de Nvidia installés sur les serveurs les plus puissants de la filiale d'Amazon,

EC2 UltraServers. Le réseau de clusters créé supportera des charges de travail allant de l'inférence pour ChatGPT à la formation de modèles de dernière génération et répondre aux besoins du fournisseur en IA. « Pour faire évoluer l'IA de pointe, il faut des capacités de calcul massives et fiables », a déclaré Sam Altman, cofondateur et CEO d'OpenAI. « Notre partenariat avec AWS renforce le vaste écosystème informatique qui alimentera cette nouvelle ère et mettra l'IA avancée à la portée de tous. »

1 500 Md\$ de contrats signés par OpenAI

Depuis plusieurs mois, OpenAI a multiplié les contrats pour renforcer ses capacités de traitements IA incluant aussi bien AMD, Nvidia qu'Oracle. L'accord avec AWS s'effectue quelques jours après que Microsoft – un des soutiens historiques d'OpenAI dans lequel il avait investi 10 Md\$ - a annoncé détenir désormais 27 % de son capital. Cela fait plusieurs mois qu'OpenAI se

plaignait de ne pas pouvoir obtenir toute la puissance de calcul dont elle avait besoin auprès de Microsoft qui lui a laissé, dans le cadre de son dernier accord, la possibilité de s'équiper en capacités de calcul et de traitement IA ailleurs qu'auprès de lui. En début d'année, l'éditeur de ChatGPT s'était également fait remarquer en étant partie prenante du vaste projet de réseaux de datacenters Stargate aux Etats-Unis aux côtés de Softbank et d'Oracle. Selon le Financial Times, OpenAI aurait signé au fil des mois des contrats l'engageant à dépenser près de 1 500 Md\$ en ressources informatiques auprès de différents partenaires (incluant aussi Broadcom, Google et Samsung). La société prévoit une ambitieuse expansion de son infrastructure de centres de données, car elle cherche à se positionner au cœur d'un réseau d'entreprises développant cette nouvelle technologie. Reste à savoir si les clients suivront : le cas échéant, le risque d'explosion d'une bulle IA n'est pas à écarter.

Dans le groupe Volkswagen, Porsche n'est plus le maillon fort, c'est une autre marque plus grand public

Au sein du groupe Volkswagen, Audi et Porsche traversent une période compliquée, tout comme la marque qui donne son nom à l'entreprise. Mais alors que l'Allemagne fait la grimace, la République Tchèque peut avoir le sourire. Skoda se targue d'excellents résultats sur les trois premiers trimestres de 2025, avec des ventes en nette hausse et une marge opérationnelle confortable. La France contribue aussi à cette réussite puisque le constructeur, jusqu'ici assez discret dans l'Hexagone, y enregistre une belle progression.

Longtemps poule aux œufs d'or du groupe Volkswagen, Porsche tient plutôt du canard boiteux ces derniers temps. La transition rapide de la marque allemande vers l'électrique n'a pas connu le succès escompté, l'obligeant à un coûteux changement de stratégie. Résultat : un bénéfice d'exploitation en chute libre et une marge opérationnelle qui frise désormais le néant. Un sacré contraste avec la marge de Skoda qui atteint 8 % au troisième trimestre 2025. Même si cela représente une légère baisse par rapport à la même période de 2024, c'est plus de deux fois mieux que Volkswagen ou Audi. Depuis le début de l'année, le constructeur tchèque a également vu son chiffre d'affaires augmenter de 9,5 % et son bénéfice d'exploitation progresser de 5,4 %. Seul son flux de trésorerie net régresse de 2,8 %. Mais pas de quoi entacher de "solide résultats" qui passent aussi par une nette hausse des ventes.

Un début de carrière en fanfare pour le Skoda Elroq

Sur son principal marché, l'Allemagne, Skoda enregistre ainsi une croissance des livraisons de 9,9 %. C'est à peine moins bien dans son pays natal et deuxième plus grand marché, la République Tchèque (+9,8 %). Mais la palme revient au Danemark avec + 59,2 %. Dans cette petite nation où la voiture électrique progresse encore plus vite qu'en Norvège, l'Elroq est même devenu la meilleure vente toutes

motorisations confondus. Le dernier SUV zéro émission de la marque connaît d'ailleurs un début de carrière en fanfare. Fort d'un rapport prix-prestations très bien placé, il a déjà dépassé le cap des 60 400 livraisons en 2025. De quoi en faire la troisième meilleure vente sur cette énergie en Europe entre janvier et septembre. Son grand frère Enyaq n'est toutefois pas très loin derrière avec ses 58 200 exemplaires. Mais le best-seller reste l'Octavia, avec 142 200 livraisons, en dépit d'une baisse de 13,8 %. La familiale devance deux SUV, le Kodiaq (96 200 livraisons, + 19,2 %) et le Kamiq (95 400 livraisons, + 3,3 %).

Skoda en forme dans un marché français en baisse

Au total, la marque a écoulé pas moins de 765 700 unités dans le monde, soit une augmentation de 14,1 % par rapport aux trois premiers trimestres de 2025. Skoda est par ailleurs devenue la troisième constructeur le plus vendu en Europe. La France contribue aussi à ce résultat. Même si la firme tchèque y reste un acteur assez discret, elle est l'une des rares à progresser cette année. Sur les neuf premiers mois, elle enregistre une hausse des immatriculations de 16,97 % dans un marché qui régresse de 6,25 %. Cela lui permet de passer devant Hyundai ou Audi, avec 36 009 véhicules écoulés. Ici aussi, l'Elroq commence fort avec 4 813 exemplaires. Il est toutefois devancé par



les Kamiq, Octavia et surtout la Fabia. Malgré le manque de grosses évolutions depuis son lancement en 2021 et l'absence de toute motorisation électrifiée, cette citadine voit ses ventes augmenter de 20,99 % Voilà qui confirme bien l'appétit des Français pour des citadines polyvalentes, thermiques et à prix raisonnable.

Skoda mise sur l'Inde plutôt que sur la Chine

La bonne forme de Skoda par rapport à la plupart des autres marques du groupe Volkswagen s'explique cependant aussi par une stratégie qui n'a pas trop misé sur la Chine. Dans cette gigantesque contrée, le constructeur n'a jamais réellement percé. Il n'y a écoulé que 10 800 véhicules

sur les 9 premiers mois de 2025, en baisse de 8,6 %. Porsche et Audi ont, eux, reculé de respectivement 26 % et 9 %, mais en partant de beaucoup plus haut. Ils ont donc beaucoup plus à perdre dans la désaffection grandissante des automobilistes de l'Empire du Milieu pour les productions occidentales au profit des marques locales. Skoda a, lui, davantage misé sur l'Inde où il enregistre d'ailleurs une croissance de plus de 100 %, avec 49 400 livraisons grâce notamment au récent petit SUV Kylaq. Un résultat encore modeste, mais encourageant dans un pays où la croissance des ventes est désormais plus soutenue qu'en Chine et où le taux d'équipement automobile des ménages est pour l'instant beaucoup plus bas.

Peugeot 3008 - Que vaut l'hybride rechargeable ?

Le Peugeot 3008 reçoit le renfort de la nouvelle motorisation hybride rechargeable développée par le groupe Stellantis. Equipée d'une plus grosse batterie et de moteurs plus puissants, elle a pour objectif de contenter les réticents à l'électrique et de séduire le pros. Le nouveau Peugeot 3008 accueille ENFIN une motorisation hybride rechargeable. Cette arrivée tardive, due à des problèmes de boîte de vitesses (désormais réglés) a considérablement rallongé les délais de livraison du nouveau SUV de Peugeot. Le 3008 s'offre ainsi les services du nouveau groupe hybride rechargeable de Stellantis. Avec 195 ch cumulés, ce moteur associe un 1.6 turbo essence à un bloc électrique plus puissant qu'auparavant (125 ch) et surtout à une batterie de plus grande capacité. La batterie lithium-ion voit ainsi sa capacité utile grimper à 17,8 kWh ce qui permet au 3008 de parcourir 87 km en cycle mixte (WLTP), contre 66 km auparavant. Cette version PHEV permet au 3008 d'échapper au malus CO2 mais pas celui sur le poids. Ainsi, notre version d'essai écope ainsi d'une taxe sur la masse de 1 540 €. Peugeot a tiré des leçons du passé et c'est une bonne chose, car ici les capacités du coffre (520 litres) et du réservoir (55 litres), généralement pénalisées par la présence des bat-

teries, sont ici strictement les mêmes que celles des autres versions. Une très bonne chose !

Poids élevé, charge lente mais autonomie correcte

Paramétré par défaut en électrique, le 3008 PHEV s'élance en souplesse mais pas sans un bruit car un petit sifflement signale son mode de conduite aux piétons. Il conviendra d'engager le mode hybride sur le sélecteur de conduite pour laisser le système gérer de manière efficace les transitions entre les deux énergies. Ainsi la consommation en carburant est dérisoire et peine à dépasser les 3l/100 km. Les accélérations sont satisfaisantes mais encore une fois bien éloignées de 195 ch annoncés par la fiche technique. Nous avons également constaté pas mal d'à-coups de la transmission e-DSC7 à basse vitesse, ce qui pénalise parfois la conduite en ville ou en zone périurbaines. Sur route secondaire, la mécanique ne procure pas de réel plaisir et n'invite pas non plus à grimper dans tours. La boîte n'étant pas la plus réactive de sa génération. Durant notre essai réalisé sur un parcours mixte, nous avons parcouru 70 km en tout électrique, sans pratiquer d'éco-conduite, ce qui peut convenir à bon nombre de clients pour des



trajets réguliers domicile/travail sans brûler une goutte de carburant. À condition d'avoir une borne à l'arrivée. Une fois les batteries vides, le système bascule en hybride simple à basse vitesse. Alors, les performances sont moins flamboyantes, notamment sur les phases de reprises. On se console avec des consommations en carburant qui sont contenues. Batteries vides, nous avons observé une moyenne d'à peine 6 l/100 km sur notre parcours. Un bon score compte tenu du poids élevé (1 953 kg), soit tout l'inverse de la puissance de recharge.

En effet, de série le 3008 hybride rechargeable se contente d'un chargeur de 3,7 kW, imposant plus de 5 h de branchement pour une recharge complète sur une prise adaptée (renforcée). Rien de bien méchant pour la recharge à domicile. Il est possible d'opter pour un chargeur de 7,4 kW, une option facturée 400 €, quand certains concurrents comme le Volkswagen Tiguan proposent un chargeur embarqué de 11 kW de série. Le châssis de cette troisième génération n'a plus le panache de ses prédécesseurs mais se place malgré tout dans le peloton de tête du mar-

ché. Le niveau de confort est assuré par un amortissement judicieusement calibré et une insonorisation vraiment poussée qui font du Français un très bon voyageur. On apprécie particulièrement sa bonne stabilité à haute vitesse. Sur les petites routes, le poids élevé et le train avant moins accrocheur qu'auparavant invitent à une conduite plus apaisée. Cette motorisation hybride rechargeable est disponible à partir de 43 490 €, avec la finition Allure, celle de notre essai. Un niveau de base qui s'avère particulièrement bien équipée avec par exemple de série les feux full LED, la caméra de recul ou encore le double écran HD. L'ergonomie de ce système est toujours perfectible et les raccourcis numériques, « i-Toogle », présents à partir de la finition GT, s'avèrent au final bien pratiques. Les matériaux sont de bonne facture si l'on ne baisse pas le regard. On pense notamment au rangement réfrigéré pratique mais de piètre qualité. Dans l'ensemble l'ambiance est moderne et bien finie pour la catégorie. L'espace aux places arrière est correct pour deux adultes d'1,80 m et bonne nouvelle le coffre reste généreusement dimensionné malgré l'arrivée d'une batterie dédiée à l'hybridation (520 litres).

Mots fléchés

SORTILÈGE DENT LONGUE		CONFLIT INNÉE		OBSTINÉE NÉGATION		CHARMEUR		CONIFÈRE PASSIONNÉ		VEDETTE ABRASIF
						RÉSULTAT COUTUMES				
PERMISSION LÉGENDE DU NÉPAL									POSSESSIF FACÉTIE	
				VOLER CITADINE						
ESCAPADE LUSTER						VIEILLE PEAU VIF				ANIMAL À PINCES
					CONJONC- TION			MANIE PATRIE D'ABRAHAM		
DÉMONS- TRATIF PÊCHE EN DESSERT			ALCOOLIQUE RÉGION VINICOLE							APÉRITIF
					CRI D'ARCHI- MÈDE MYSTÉ- RIEUSE					
IMMORTEL	TEMPS LIBRE SOUTERRAIN							COORDONNÉES BANCAIRES CIRQUE		
							NID D'AIGLE CONFES- SIONS			
GREFFE		AFFIRME HABILLE LE PETIT RAT							MATIÈRE PREMIÈRE DE LA BIÈRE	ÉLIMÉE
				SONGE					ACTIONNÉ SOLUTION	
D'EAU OU DE LAIT BRINDILLE						COLLATION FILET D'EAU				
				OUTIL DE MAÇON						
SOMPTUEUX								SAISON		

PÉTROLE

Le baril de Brent à 63,86 dollars

Les cours du pétrole se repliaient mardi, dans un marché minimisant l'impact des sanctions américaines contre deux entreprises pétrolières russes. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en janvier, cédait en cours d'échanges 1,59% à 63,86 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en décembre, perdait 1,75% à 63,86 dollars.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Mercredi 5 novembre 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

ACCIDENTS DE LA ROUTE

40 morts et 1747 blessés en une semaine

Quarante (40) personnes ont trouvé la mort et 1747 autres ont été blessées dans 1508 accidents de la circulation, survenus entre le 26 octobre et le 1er novembre 2025, à travers le territoire national, indique mardi, un bilan hebdomadaire de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Sétif avec 6 morts et 55 blessés dans 48 accidents de la circulation, précise la même source. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile ont effectué 1293 interventions pour l'extinction de 875 incendies notamment urbains et industriels, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger (139 incendies), Tizi Ouzou (69) et Skikda (38). Concernant les opérations diverses, 8065 interventions ont été effectuées, durant la même période, pour le sauvetage de 548 personnes en situation de danger, et l'exécution de 7001 opérations diverses d'assistance.

COOPÉRATION

Attaf reçoit son homologue azerbaïdjanais

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a reçu, mardi au siège du ministère, le ministre des Affaires étrangères de la République d'Azerbaïdjan, pays frère, Djeyhoun Baïramov, en visite officielle en Algérie, indique un communiqué du ministère. A cette occasion, "les deux ministres ont eu un entretien en tête-à-tête, suivi de discussions élargies auxquelles ont pris part les membres des deux délégations", précise le communiqué. Ces entretiens ont permis de passer en revue "la dynamique exceptionnelle que connaissent les relations entre l'Algérie et l'Azerbaïdjan grâce à l'attention particulière que leur accordent les deux chefs d'Etat, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune et son frère le Président, Ilham Aliyev. Les deux parties ont souligné "la nécessité de consolider la convergence de leurs vues sur le plan politique, et de valoriser les atouts importants dont disposent les deux pays sur le plan économique, en vue de hisser leur coopération à des niveaux prometteurs". Les deux ministres ont également échangé "les vues et analyses sur plusieurs questions d'intérêt commun, notamment les développements de la question palestinienne ainsi que la situation dans les régions auxquelles appartiennent les deux pays", ajoute le communiqué. A l'issue des entretiens, "les deux ministres ont signé un accord bilatéral portant création d'une commission mixte de coopération commerciale, économique, scientifique et technique entre les deux pays", conclut le communiqué.

SOMMET MONDIAL SUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Tebboune réaffirme l'engagement de l'Algérie

Par S R.

À l'occasion de la Deuxième édition du Sommet Mondial sur le Développement Social, qui se déroule à Doha du 4 au 6 novembre, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a réaffirmé les engagements de l'Algérie envers un développement inclusif et durable, en mettant l'accent sur les politiques de justice sociale et de solidarité internationale. Représenté par M. Azouz Nasri, Président du Conseil de la Nation, l'Algérie a souligné son rôle clé dans la promotion de l'égalité, de l'inclusion et de la protection des catégories vulnérables. Dans une intervention lue en son nom par le président du Conseil de la nation, M. Azouz Nasri, le président de la République a précisé que l'Algérie entendait, par sa participation à ce Sommet, «mettre en avant son approche en matière de développement social». Une approche, a-t-il dit, «fondée sur une vision nationale qui a fait de la justice sociale, de la protection des catégories vulnérables et du renforcement de l'inclusion, des socles essentiels de ses politiques publiques, en cohérence avec les engagements de la Déclaration de Copenhague (1995) et les Objectifs de développement durable (ODD)». Le Président Tebboune a précisé que l'Algérie continue de mener une politique de développement social qui repose sur des principes de justice sociale et de solidarité. «L'Algérie a placé la protection des catégories vulnérables et l'inclusion sociale au cœur de ses priorités politiques», a souligné M. Nasri, rappe-

lant les réformes structurelles du pays en matière de santé, d'éducation et de protection sociale. L'Algérie a, en effet, mis en place une série de mesures pour améliorer le pouvoir d'achat de ses citoyens, notamment avec la revalorisation du salaire national minimum et l'instauration d'une allocation chômage pour les jeunes. Des efforts considérables ont été fournis pour renforcer la couverture santé universelle, en garantissant l'accès gratuit aux soins médicaux pour les étudiants, les chômeurs et les personnes atteintes de maladies chroniques. L'autonomisation des femmes figure également parmi les priorités de l'Algérie, comme l'a rappelé le chef de l'Etat. Des réformes majeures ont été adoptées, dont l'égalité des salaires et des opportunités, l'allongement du congé de maternité à 150 jours et la mise en place de mécanismes de soutien pour les femmes divorcées ayant des enfants mineurs. L'Algérie a également promu l'accès des femmes à des postes de responsabilité dans les secteurs publics et privés, et a soutenu leur participation à la vie politique et syndicale. Concernant la protection des enfants, près de 12 millions d'élèves bénéficient cette année de l'éducation gratuite, d'un soutien scolaire et d'une couverture médicale. De plus, l'Algérie a récemment créé une Autorité nationale de protection et de promotion de l'enfance, afin d'assurer la sécurité et le bien-être des plus jeunes. Sur le plan économique, l'Algérie a engagé des réformes importantes pour encourager l'investissement et

soutenir les jeunes entrepreneurs. La mise en place d'un cadre législatif pour les investissements et la création d'un fonds de soutien aux entreprises émergentes visent à favoriser la diversification économique et à générer des emplois durables. Dans le domaine de la transformation numérique, l'Algérie a proclamé l'année 2023 comme l'Année nationale de l'intelligence artificielle et a affirmé son engagement en faveur d'une gouvernance internationale de l'IA basée sur les principes de justice numérique et de souveraineté des données. Le discours a également abordé les défis mondiaux, soulignant que «le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est un élément fondamental de la justice et des droits humains». Dans ce contexte, l'Algérie a réaffirmé son engagement envers les principes de paix, de coexistence pacifique et de respect du droit international. Enfin, le Président Tebboune a réitéré la volonté de l'Algérie de continuer à jouer un rôle actif dans les efforts internationaux pour parvenir à un développement durable et à un monde plus juste. «Mon pays, l'Algérie, poursuivra son rôle de partenaire actif et responsable dans les efforts internationaux en faveur du développement durable, de l'édification d'un monde plus juste, plus solidaire et plus humain, dans le cadre du respect de la souveraineté nationale, et du renforcement de la coopération internationale basée sur le respect mutuel», a conclu le Président Tebboune.

PÉNÉTRANTE AUTOROUTIÈRE DE TIZI-OUZOU

Mise en service d'un tronçon de 5 Km

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, M. Abdelkader Djellaoui, a procédé mardi à la mise en service d'un tronçon de cinq (5) Km de la pénétrante autoroutière devant relier la wilaya de Tizi-Ouzou à l'autoroute Est-ouest. Lors d'une visite de travail dans cette wilaya, le ministre a inspecté le chantier de la pénétrante et procédé à la mise en service d'un tronçon de cinq (05) Km, entre les PK 29 et 34, sur les 19 restants, qui seront livrés dans un délai de quatre (04) mois. Concernant les aspects financiers de ce projet long de 48 Km et devant relier la wilaya de Tizi-Ouzou à l'autoroute Est-ouest en passant par Lakh-daria, dans la wilaya de Bouira, soulé-vés par les responsables locaux et l'entreprise réalisatrice, le ministre a demandé l'établissement d'un état des

lieux détaillé qui sera discuté prochainement lors d'une réunion qui lui sera consacrée au niveau du ministère. M. Djellaoui a, également, inspecté le glissement de terrain survenu (en février dernier) dans la localité de Ouled-Aissa, limitrophe du tracé de la pénétrante, et a exigé une expertise pour en déterminer les causes. Il a aussi demandé une nouvelle étude pour la voie d'évitement de la ville de Draa El-Mizan. Le ministre, à qui un exposé sur l'ensemble du secteur des travaux publics au niveau de la wilaya a été présenté, a appelé les responsables locaux à "réaliser une étude priorisée des besoins" et à la lui soumettre pour une prise en charge. Il a aussi supervisé les essais d'un nouveau tronçon de télécabine devant relier la ville des Genêts, à partir de M'Douha, à l'hôpital de Belloua,

situé sur les hauteurs de la ville. La mise en service de ce nouveau tronçon est prévue pour la fin du mois de novembre. Sur place, les responsables chargés du projet ont soumis au ministre une demande de rallonge budgétaire pour la réalisation de la 3e et dernière tranche de ce projet, longue de 1,6 Km, qui devra relier l'hôpital Belloua au mausolée Sidi Belloua, situé dans le village de Redjaouna. Lors de cette visite, le ministre a, également, annoncé l'inscription, dans le projet de Loi de finances (PLF) 2026, d'un projet de réalisation d'une nouvelle trémie à la sortie Est du chef-lieu de wilaya, au croisement des RN12 et 72, ainsi que d'autres projets, comme l'aménagement d'un quai d'accostage pour les garde-côtes au niveau du port de Tizirt et des travaux au niveau de celui d'Azeffoun.